

SOICASITÉ 87 Solidarité janvier 2024 5 €

DOSSIER ACTUALITÉ GAZA ET SOUTIENS À LA PALESTINE

- > **Témoignages** en direct de Gaza
- > 8° congrès de l'AFPS : encart spécial rapport d'orientation



Le nouveau CN élu par le Congrès national des 2 et 3 décembre s'est réuni pour la première fois. (Notons que, en raison de la guerre entre Israël et le peuple palestinien, l'ancien CN s'était réuni 3 fois en visioconférence en octobre et novembre). De nombreuses informations sont transmises aux membres du CN (renouvelé à 40 %), rôle et fonctionnement du CN, organisations interne du BN.

La réunion a commencé par une analyse de la dramatique situation actuelle du peuple palestinien à Gaza, ainsi qu'en Cisjordanie. La déshumanisation, en cours depuis des années, s'est considérablement accélérée avec les multiples affirmations de dirigeants israéliens allant jusqu'à qualifier les Gazaoui·es d'« animaux humains » (Yoav Galant, ministre israélien de la Défense, 10-10-2023). Les Forces d'occupation israéliennes (FOI) ont exhibé quasi-nus dans les rues de Gaza de soi-disant combattants du Hamas qui étaient en fait à 85 % des civils. À Gaza, des écoles, le Palais de Justice ont été dynamités par les FOI, il faut effacer la présence palestinienne, les lieux d'éducation, de culture, de mémoire du peuple palestinien, et le peuple palestinien lui-même. Et pendant ce temps-là, la colonisation se poursuit en Cisjordanie à un rythme accéléré (plus de 13 000 nouveaux logements programmés) alors que les attaques de colons se multiplient, notamment contre les communautés bédouines et que la pression de l'armée augmente sur toute la Cisjordanie avec de nombreuses attaques dans les villes et les camps de réfugiés : en tout 287 morts en 2 mois et demi. Cette guerre systémique contre la population palestinienne a un but très clair: accélérer la dépossession des Palestiniens et tenter d'en faire partir un maximum.

Après le débat où furent notamment évoqués la complicité française avec Israël, les difficultés du débat, la nécessité de développer les mobilisations, notre nouvelle présidente, Anne, a conclu ce débat en disant de n'avoir « plus aucune hésitation sur l'emploi du mot génocide ».

Le CN a élu à l'unanimité des 40 présents le nouveau Bureau national de 10 membres (contre 8 dans le Bureau sortant), ce qui devrait améliorer la répartition des tâches. Depuis octobre, plusieurs centaines de nouveaux adhérents ont rejoint l'AFPS, un nouveau groupe local a été agréé par le CN (Vitry-sur-Seine, Val-de-Marne) et plusieurs nouveaux GL sont en voie de création, notamment dans des départements où l'AFPS était absente.

Les 25 groupes de travail, chargés chacun de préparer des points particuliers (Ex: apartheid, culture, missions...), ont été présentés au CN. Chacun·e peut s'y inscrire en fonction de ses compétences ou centres d'intérêt. Une liste présentant ces GT sera envoyée ultérieurement aux GL. L'AFPS est membre de structures de regroupement nationales (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens – CNPJDPI, Plateforme des ONG pour la Palestine) ou européennes (CECP ou ECCP - Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine, BNC Europe - Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee).

La première de nos actions en cours est la lutte pour l'obtention d'un cessez-le-feu total et pérenne à Gaza comme en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, par la diffusion de tracts, l'interpellation des parlementaires, la poursuite des mobilisations dans le cadre le plus unitaire possible, le rôle du GT Gaza doit y être primordial. La nécessité d'un accueil de qualité pour la centaine de Gazaoui-es qui a pu trouver refuge en France est rappelée, ainsi que l'application du régime de protection temporaire pour les Palestinien·nes, comme cela avait été fait pour les Ukrainien·nes en 2022.

D'autres campagnes sont aussi à relancer ou renforcer : la campagne anti-apartheid, le soutien à la résistance populaire...

La campagne pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques est d'autant plus importante que l'Autorité palestinienne et son leader sont de plus en plus discrédités, que le Hamas reste infréquentable pour la communauté internationale, bien que très populaire à Gaza comme en Cisjordanie, alors que Marwan Barghouti apparaît comme la personnalité politique palestinienne la plus consensuelle.

Les campagnes BDS gardent toute leur pertinence, en particulier contre Carrefour qui développe son implantation en Israël comme dans les colonies. Une liste des produits et entreprises à boycotter a été préparée, Téva y sera ajouté. Cette liste sera envoyée prochainement aux GL.

Une première information sur notre future université d'été (qui devrait se tenir en Alsace début juillet) a été donnée et un groupe de préparation formé.

Jacques Fontaine



Nous avons appris l'arrestation « musclée » de notre ami Munther Amira, le 18 décembre à son domicile, dans le camp d'Aida à Bethléem. Munther est un acteur et représentant important de la résistance populaire non violente en Cisjordanie. Ce n'est pas la première fois qu'il est visé, arrêté et

fait prisonnier suite à son travail de militant.

Depuis le 7 octobre, pas moins de 4450 personnes ont été arrêtées souvent pour la seule raison qu'elles ou ils sont palestinien nes, venant ainsi rejoindre les plus de 5200 prisonnier es politiques.

Notre ami et partenaire n'a commis aucun crime, nous demandons sa libération ainsi que celle de tous les prisonniers et toutes les prisonnières.

Vous voulez interpeller les autorités françaises qui connaissent l'activité de Munther et la qualité de son travail?

Vous pouvez signer la pétition « free Munther Amira » accessible en fin du communiqué de l'AFPS sur le site https://www.france-palestine.org/Munther-Amira-doit-etre-libere-Maintenant

Dans ce numéro

- Échos du Conseil national des 16 et 17 décembre 2023
 Édito
- 4 5 Chroniques ordinaires de l'occupation
- 6 Catastrophe sanitaire : l'invraisemblable laisser-faire
- 8 Premières leçons d'une catastrophe
- 10 Breaking the Silence,
- une voix à contre-courant

 12 Gaza 2023. Un génocide,
 deux réalités
- 13 Gaza, Gaza, le peuple marocain est avec toi
- 14 En France, développer la solidarité
- 16 Guerre des mots et des images
- 17 Dominique de Villepin : une voix dissonante qu'il faut entendre
- 18 Mariam Abudagga
- 19 Fiche formation
- 21 De Bruxelles avec la CECP une mobilisation
- sous des formes variées

 22 L'UJFP face au 7 octobre
 2023 et après
- 23 Les universités en Palestine
- 24 À New-York un mouvement de soutien aux droits des Palestiniens sans précédent
- 26 Engagement de députées
- 27 Congrès de l'AFPS
- **28** Retour sur six années de présidence de l'AFPS
- 30 Formes des luttes 31 « Antisionisme,
- une histoire juive »

© Photo de couverture: Mohammed Zaanoun | ActiveStills Des Palestiniens s'efforcent de récupérer les morts et de secourir les membres blessés de la famille

et de secourir les membres blessés de la famille Shaqura, enterrés sous les décombres de leur maisc au centre de Khan Younès, dans la bande de Gaza, le 6 novembre 2023.

Les visuels illustrant les pages 9, 12 et 17 de ce numéro ont été réalisés par des graphistes membr du collectif Formes des luttes.

Un génocide sous les yeux du monde entier

e 7 octobre restera un tournant dans l'histoire du peuple palestinien. La réaction d'Israël à l'attaque des commandos du Hamas et aux crimes de guerre commis contre des civils israéliens ce jour-là, est apparue dès le début comme une entreprise de vengeance d'Israël contre la population civile de Gaza. Les propos sans ambiguïté des ministres du gouvernement de Netanyahou ne laissaient aucun doute sur leurs intentions: quand on décide de priver une population de plus de deux millions d'habitants d'eau, de nourriture, du moyen de faire fonctionner les hôpitaux, les boulangeries, les usines de désalinisation, c'est bien avec l'intention de la priver de tout moyen de survie.

À Gaza, par la volonté d'Israël, on ne meurt pas seulement des bombardements massifs ciblant délibérément des civils, on meurt de ne pouvoir boire, manger, se soigner.

Cela avec la complicité de celles et ceux qui ont, sans aucun état d'âme, donné à Israël un permis de massacrer en lui affirmant leur soutien inconditionnel et en déclarant qu'Israël a « le droit de se défendre ». À Gaza, Israël ne détruit pas seulement des vies, Israël détruit tout ce qui permet de faire société, détruit la mémoire d'un peuple, ses bâtiments publics.

Ce qui est apparu dès les premiers jours comme une deuxième Nakba - le déplacement imposé par la terreur de centaines de milliers de personnes, puis de près de 2 millions – a pris très rapidement la tournure d'un génocide. Le génocide est un crime dont il convient de vérifier la définition en droit : il s'entend « d'actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Parmi ces actes, « le meurtre des membres du groupe », « la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Pour que le génocide soit avéré, il faut que l'intention de destruction soit prouvée. Des universitaires, des diplomates, des ONG de défense des droits humains ont assez rapidement noté que les déclarations de membres du gouvernement israélien démontraient cette intention. Raz Seguev, historien israélien spécialiste de l'Holocauste, a déclaré, dès le 13 octobre que nous étions face à « un cas d'école de génocide ».

Loin d'être une guerre d'Israël contre le Hamas, c'est bien une guerre totale contre tout le peuple palestinien qu'Israël a déclenchée afin de tenter d'achever ce qu'il avait commencé en 1948:

déposséder le peuple palestinien de ses biens et de sa terre. Une agression contre Gaza bien sûr, mais aussi en Cisjordanie - dont Jérusalem Est, contre les prisonniers, dans les camps de réfugiés. Citons les attaques des colons totalement décomplexés. les destructions de maisons, les raids meurtriers et destructeurs des camps de réfugiés, les assassinats, les arrestations arbitraires de milliers de personnes : depuis le 7 octobre, mi-décembre. 300 assassinats (près de 500 depuis le 1er janvier) dont un quart d'enfants; 4500 arrestations dont la grande majorité en détention administrative dans des prisons devenues des zones de non droit où la torture et les mauvais traitements sont devenus systématiques; dans le seul camp de réfugiés de Jénine. 16 raids.

Face à tout cela, plus de deux mois après le déclenchement de cette horreur, aucune mesure n'a été prise, par la communauté internationale pour imposer à Israël le cessez-le-feu qui permette l'arrêt du massacre. Pire, en France, après avoir tenté d'empêcher la solidarité avec le peuple palestinien de s'exprimer et avoir affirmé son soutien inconditionnel à Israël, le gouvernement par la voix de la ministre Catherine Colonna en est toujours à faire des recommandations à Israël pour que les civils soient épargnés alors que ce sont précisément eux qui sont visés: l'intelligence artificielle utilisée par Israël cible précisément des lieux surpeuplés et les armes choisies permettent de faire un maximum de dégâts humains.

Ces États qui ont su prendre en quelques jours des sanctions contre la Russie ont refusé d'arrêter Israël dans son entreprise génocidaire, ils en porteront la responsabilité devant l'histoire et devant les juridictions internationales.

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne savons rien de ce qui va se passer. Aucune sanction n'a encore été prise contre Israël pour aucun de ses crimes contre le peuple palestinien. Les Palestiniens résistent depuis 75 ans à la colonisation, à l'occupation, à l'apartheid et au génocide en cours. Cette résistance, et leur capacité de résilience font qu'ils sont toujours là, debout, en tant que peuple. Nous avons la certitude que seule la poursuite de la mobilisation du mouvement de solidarité peut imposer la fin de l'impunité d'Israël et l'égalité des droits pour toutes et tous entre Méditerranée et Jourdain. C'est à cette condition que le peuple palestinien pourra, comme les autres peuples, faire valoir son droit à l'autodétermination.

Anne Tuaillon, présidente de l'AFPS, le 19 décembre 2023

2 | Palestine Solidarité janvier 2024 | Palestine Solidarité janvi

DESTRUCTION DU PATRIMOINE CULTUREL

L'église orthodoxe grecque de Saint-Porphyre, du XII^e siècle, considérée comme la troisième plus ancienne du monde, a été endommagée alors que des centaines de Palestiniens s'abritaient à l'intérieur. L'imprimerie et la bibliothèque de Meqdad, l'une des plus anciennes de Gaza, avec ses presses, ses livres et équipements, rasée à jamais.

En bombardant systématiquement les bibliothèques de la ville de Gaza, l'armée israélienne a choisi délibérément de détruire des milliers de livres et de documents historiques. La municipalité a demandé à l'UNESCO d'« intervenir pour protéger les centres culturels et de condamner le ciblage par l'occupation de ces installations humanitaires protégées en vertu du droit international humanitaire. »

L'explosion du Palais de justice de Gaza, alors que personne n'y était abrité, a fait disparaître des milliers de documents précieux.

Le génocide ne se limite pas à l'extinction massive et

préméditée de vies humaines; il s'agit également de destruction calculée pour rayer de la carte et effacer de la mémoire, la culture, la langue, l'histoire et les sites communautaires partagés d'un peuple. Au milieu des horreurs qui se succèdent, la nécessité de préserver des objets et des bâtiments peut paraître dérisoire. Mais la préservation de la culture et de l'histoire fait partie intégrante de la protection d'un peuple et de son esprit.

Dans d'autres situations des organisations et des institutions internationales ont formé des équipes pour essayer d'aider à sauver des objets culturels. On n'observe pas grand-chose de similaire à l'égard du patrimoine culturel palestinien...

Laisser Israël s'attaquer à la mémoire et la culture de la Bande de Gaza et du peuple palestinien, c'est accepter de réduire la richesse du monde!

MS

C'EST ÊTRE TOUJOURS AU CÔTÉ DES OPPRIMÉS...

...et jamais du côté des oppresseurs » écrivait Marek Edelman, commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

À lire ce grand résistant, on peut douter de la judéité

de Netanyahou et de ses ministres éradicateurs de Palestiniens.

F. L.

F. L.

UNE USINE D'ASSASSINATS DE MASSE » OU L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DU GÉNOCIDE EN COURS DANS LA BANDE DE GAZA

Habsora (« L'Évangile »),

Tel est le nom de ce système basé sur l'intelligence artificielle qui permet de dénombrer et frapper une quantité de cibles excédant très largement les

capacités connues des forces armées israéliennes et d'assassiner un maximum de civils. (Source : Yuval Abraham, +972 Mag)

DÉCIDÉMENT JAMAIS EN MANQUE DE PROVOCATION

Les autorités israéliennes ont annoncé la démolition à Jérusalem-Est de la maison de l'imam Sheikh Ekrima Sabri, prédicateur de la mosquée Al-Aqsa, prié ainsi

que les autres habitants de l'immeuble de le quitter avant sa destruction.

ANTISÉMITE

Se disait habituellement de celui qui n'aime pas les Juifs. Il semble actuellement désigner quelqu'un que les Juifs n'aiment pas. D^r Hajo Meyer (1924-2014)

« MAMAN, LES P'TITS BATEAUX... » ONT-ILS DES JAMBES ?

C'est la question qu'on se pose. M. Macron a crânement décidé le 24 octobre d'envoyer la foudre sur le Moyen Orient... Euh, le « Tonnerre » : un portehélicoptères amphibie (PHA) de classe Mistral de la Marine nationale, destiné à exercer des missions maritimes ou terrestres... Oui mais pas de port à Gaza, pas d'héliport non plus, les Israéliens y ont veillé depuis longtemps. Pas d'aéroport non plus. Et on apprend que ce fier vaisseau de 199 m de long ne peut recevoir que 4 blessés, faute de personnel médical. La diplomatie française fait de bien coûteux ronds dans l'eau... Rassurons-nous : on prépare le « Dixmude », frère du « Tonnerre » ...

Eh bien, le « Dixmude » a appareillé le 19 novembre pour accueillir « les enfants blessés ou malades de

Gaza qui ont besoin de soins urgents ». Cinquante. Et il arrivera en Égypte, car on s'est aperçu que pour Gaza direct, c'était difficile.

Un nouvel avion de l'armée de l'air transportera « plus de dix tonnes de fret médical en début de semaine [le 20-21 novembre] », avec à son bord « deux postes sanitaires mobiles pour soigner environ 500 grands blessés chacun ». Il se posera sans doute à El-Arich dans le désert égyptien du Sinaï. Ah! La « logistique du dernier kilomètre » est chose difficile si on ne veut pas déplaire à nos « amis Israéliens ». Un petit pas pour la France. Et aussi un petit pas pour l'humanité, hélas!

RIEN N'ARRIVE PAR HASARD

« Lorsqu'une fillette de 3 ans est tuée dans une maison à Gaza, c'est parce que quelqu'un, dans l'armée, a décidé que ce n'était pas grave qu'elle soit tuée – que c'était un prix qui valait la peine d'être payé pour frapper une [autre] cible. Nous ne sommes pas le Hamas. Ce ne sont pas des missiles aléatoires. Tout est intentionnel. Nous savons exactement

combien de dommages collatéraux il y a dans chaque maison ».

(Libération citant une source militaire recueillie par les journalistes de +972).

Voilà qui est scandaleusement clair, en ces jours d'extermination.







GAZA

CARICATURES

D'AHMAD OADDURA

4 | Palestine Solidarité janvier 2024

Gaza. le 8 décembre

Catastrophe sanitaire: l'invraisemblable laisser-faire

Système de santé effondré... Génocide... et la communauté internationale qui observe sans bouger... Le Docteur Aed Yaghi, directeur de la Palestinian Medical Relief Society de Gaza, nous a fait parvenir ce témoignage hallucinant.

Le 7 décembre, le ministère de la santé de Gaza a déclaré que l'agression avait entraîné la perte tragique de plus de 17177 Palestiniens, plus de 46 000 blessés, dont 70 % d'enfants et de femmes, et des milliers de personnes encore sous les décombres.

Les attaques israéliennes ont visé des zones résidentielles. provoquant la fuite de 1,8 million de Palestiniens, cherchant refuge dans les zones méridionales, dans des abris, chez des familles ou des amis. Ce sont surtout les enfants qui ont le plus souffert. Terrifiés et déplacés, ils ne peuvent faire face à leur nouvelle réalité. De nombreux enfants ont perdu leur maison, leur école et doivent affronter la perte d'un être cher, qu'il s'agisse d'un membre de la famille ou d'un camarade de classe. L'ampleur de la catastrophe est insupportable. Rares sont ceux qui peuvent s'identifier à l'histoire de ces enfants.

L'agression a causé des dommages considérables aux infrastructures: écoles, jardins d'enfants, mosquées, églises, hôpitaux, centres de santé et abris, y compris ceux des Nations unies. Des quartiers entiers sont à l'état de ruines. Plus de 60 % des logements de Gaza ont été détruits.

L'état des infrastructures de santé

Le secteur de la santé est au bord de l'effondrement, incapable de faire face au nombre croissant de blessés et de morts. L'agression a gravement endommagé les infrastructures sanitaires : 286 membres du personnel de santé ont été tués, 56 établissements de santé, dont 24 hôpitaux, ont été endommagés et 59 ambulances ont été partiellement ou totalement endommagées jusqu'à aujourd'hui. 14 hôpitaux sur 36 fonctionnent encore partiellement et les autres sont hors service en raison des attaques israéliennes (directes ou indirectes) ou de la pénurie de carburant. L'occupation israélienne a arrêté des dizaines de membres du personnel de santé, dont le directeur général de l'hôpital Al-Shifa à Gaza, dans des conditions difficiles de torture et de faim. Des dizaines de personnes sont toujours portées disparues, dont un ambulancier de la Palestinian Medical Relief Society (PMRS). Les hôpitaux ont perdu leur capacité de traitement et les équipes médicales soignent les blessés avec des moyens très limités. Les équipes médicales sont fatiguées et épuisées, d'autant plus qu'elles ont travaillé sans interruption depuis le 7 octobre.

L'impact sur le système de soins

Le taux d'occupation des lits dans les hôpitaux a atteint plus de 209 % et le taux d'occupation des lits de soins intensifs a at-

- **)** Les interventions chirurgicales non urgentes et les interventions médicales de routine non urgentes ont été retardées ou interrompues.
- **)** Les patients chroniques ont interrompu leur traitement.
- Moins de 30 % des patients souffrant d'insuffisance rénale

(326 sur 1100) ont recu des séances de dialyse, et aucune information n'est disponible sur le reste des patients.

- > Les services de maternité et de santé infantile au niveau des soins primaires ont été perturbés.
- **)** L'orientation des patients hors de Gaza se fait très lentement. Selon le ministère de la santé, du 1er novembre au 5 décembre, 474 Palestiniens ont été transférés hors de Gaza pour y être soignés, dont 388 blessés et 86 malades, le nombre de personnes les accompagnant s'élevant à 367.

En outre, 30 nouveau-nés ont été envoyés en Égypte, des dizaines de patients atteints de cancer ont été envoyés en Turquie et d'autres dizaines d'enfants et de patients ont été envoyés aux Émirats arabes unis.

La situation dans les abris

Les abris officiels sont surpeuplés, accueillant 1,2 million de personnes déplacées au-delà de leurs capacités, avec un manque d'assainissement et d'eau propre, les exposant à des conditions potentiellement mortelles. En tant que professionnels de la santé, nous avons mis en garde à plusieurs reprises et pendant des semaines contre le risque de propagation de maladies infectieuses. Aujourd'hui, la situation sanitaire dans les abris est très dangereuse : les équipes médicales ont enregistré une propagation de la diarrhée parmi les enfants, une augmentation des infections respiratoires aiguës dans 3 cas, une augmentation des maladies de peau dans 4 cas. Les conditions d'hygiène entraînent des infections par les poux et l'enregistrement de certains cas d'hépatite. La nutrition reste un problème pour les enfants, beaucoup d'entre eux ne mangent qu'un repas par jour, voire beaucoup moins.

Conclusion

Gaza c'est aujourd'hui : des centres d'hébergement sans capacité, un manque d'eau potable, un manque d'assainissement adéquat, la malnutrition de personnes épuisées et effrayées et un système de santé qui s'effondre. Nous sommes très préoccupés par les groupes de personnes vulnérables confrontés à des conditions d'hébergement difficiles, comme les personnes handicapées, les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes qui se remettent de blessures ou d'opérations chirurgicales et celles dont le système immunitaire est affaibli. Tout cela conduira à une catastrophe de santé publique si la communauté internationale ne prend pas des mesures pour arrêter le génocide.

Il est urgent de prendre les mesures suivantes :

- > Cessez-le-feu immédiatement.
- > Création d'un corridor humanitaire pour permettre aux aides humanitaires, y compris les médicaments, d'entrer à Gaza sans délai, d'orienter les blessés hors de Gaza, d'accueillir les équipes médicales étrangères à Gaza.
- > Reconstruction du système de santé et de Gaza en général.

D^r Aed Yaghi

30 jours dans la guerre à Gaza. Témoignage En visite à Gaza pour la première fois depuis des années, je me suis levé au son des missiles le samedi 7 octobre. Encore une fois,

c'est la guerre. Quand les bombardements ont commencé, j'étais sidéré de revivre ça à nouveau. Mon cerveau refusait de réaliser vraiment ce qui se passait. Je regardais par la fenêtre les explosions et la fumée. Puis

l'électricité a été coupée. L'eau n'arrivait plus. Puis internet s'est arrêté. On était coupés du monde.

On a couru à la boulangerie pour acheter du pain. Puis au supermarché pour acheter de la nourriture. L'après-midi les gens ont disparu de la rue. Tout le monde avait peur.

La nuit les bombes sont tombées en continu. L'immeuble tremblait. Impossible de dormir. Le matin, on a appris que l'armée israélienne demandait l'évacuation du quartier Al-Rimal. On n'y croyait pas, vu la superficie de ce quartier central. La nuit, les bombardements sur le quartier Al-Rimal ont commencé d'une manière très intensive. Mais de fatigue, j'ai malgré tout pu dormir.

Le 10 octobre, je devais sortir de Gaza par le passage de Rafah. Pendant que j'attendais dans le terminal palestinien une bombe est tombée à quelques mètres et a détruit la route qui mène au point de contrôle égyptien.

Donc retour à Gaza City.

Le 13 octobre, on a appris à 2 heures du matin que l'armée israélienne demandait à tous les habitants de la moitié nord de la bande de Gaza d'aller vers le sud.

Ce fut l'un des moments les plus difficiles car on ne savait pas ce qu'on allait devenir sans maison et sans affaires. On est arrivés dans un centre de formation qui appartient à l'UNRWA. On croyait qu'on allait s'occuper de nous. On nous a dit à l'entrée du centre : « vous pouvez entrer, mais on n'a rien à vous offrir ». Nous sommes entrés dans une grande salle et nous nous sommes assis sur des chaises. Petit à petit des gens arrivaient et la salle se remplissait. Pas d'électricité. La situation est devenue catastrophique dès le lendemain car le centre a été envahi par des milliers de déplacés.

Avec ma famille, on a décidé de partir et d'aller chez ma sœur. Mon père lui est resté.

Chez ma sœur, après quelques jours, la survie devenait difficile car on ne pouvait plus trouver de pain et la bouteille de gaz était finie. À l'épicerie les boîtes de conserve étaient rares et chères. On voyait que nous sombrions. C'était difficile de sortir de la maison car les drones et les avions militaires étaient toujours présents. Les éclats des bombes se dispersaient très haut et très loin. Sortir dans la rue était un grand risque. Le plus dur, c'était quand je me levais tôt le matin; je me disais : « que vais-je faire jusqu'à la nuit?».

Le 3 novembre, j'ai pu partir. Gaza aujourd'hui est à moitié détruite et la guerre n'est pas finie. Les nouvelles de l'hôpital sont effrayantes. Il n'y a plus de place et plus d'anesthésie. Les gens prient Dieu pour mourir et ne plus souffrir. Le cimetière est saturé. Les gens creusent à la main, mettent les cadavres ensemble et les couvrent de sable. 2000 cadavres sont toujours sous les décombres. Si on est malade on ne peut pas entrer à l'hôpital. Les blessés ne sont pas tous soignés. Et quand l'armée coupe le réseau téléphonique et internet les gens ne peuvent pas appeler les ambulances.

Aucun Gazaoui ne pense qu'il survivra à cette guerre.

Premières leçons d'une catastrophe

L'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, et la guerre lancée depuis par Israël contre Gaza resteront sans nul doute une des pages les plus noires de l'histoire de la Palestine. Jamais depuis 1948 des combattants étrangers n'avaient pénétré sur le territoire d'Israël et n'y avaient assassiné autant de Juifs. Jamais non plus la bande de Gaza n'avait été victime d'une offensive aussi destructrice et meurtrière.

i personne ne pouvait prévoir une opération palestinienne d'une telle ampleur, elle n'est pas pour autant surprenante compte tenu du niveau de pourrissement de la question palestinienne dans lequel Israéliens et communauté internationale se complaisent depuis plus d'une décennie. Tout n'a pas commencé le 7 octobre, mais c'est pourtant en prenant cet évènement comme point de départ que les erreurs d'analyse s'accumulent.

La première porte sur la nature du gouvernement israélien. Beaucoup d'observateurs ont sous-estimé le changement qualitatif qu'a représenté sa constitution fin 2022. L'ex-Premier ministre Ehoud Barak n'a pas hésité à qualifier de « fasciste » la coalition formée autour d'un Likoud radicalisé (32 députés), allié à deux partis ultra-orthodoxes (18 députés) et, pour la première fois, à trois partis suprémacistes, racistes et homophobes (14 députés). Benyamin Netanyahou a même offert aux dirigeants de ces derniers des ministères essentiels : à Itamar Ben Gvir la Sécurité nationale, à Bezalel Smotrich les Finances et surtout la tutelle sur la Cisjordanie.

La deuxième erreur, c'est la sous-estimation des dangers de la politique de cette coalition pour les Palestiniens, avec le cap mis sur l'annexion des Territoires occupés

et l'expulsion de leurs habitants, ainsi que la remise en cause du statu quo sur les Lieux saints. Mais aussi pour les Israéliens, via la marginalisation du dernier garde-fou de la démocratie, la Cour suprême, et l'accentuation du caractère théocratique de leur État. Enfin, pour la région, la menace d'une opération militaire contre l'Iran s'ajoutant au risque d'une troisième *Intifada*.

Le « deux poids deux mesures » est la troisième erreur. Autant de ceux qui, au nom du droit des Palestiniens à la résistance, refusent de condamner les crimes de guerre, voire contre l'Humanité, perpétrés le 7 octobre ; que de ceux qui continuent d'invoquer le droit d'Israël à se défendre pour justifier les crimes de guerre commis à l'encontre des Palestiniens de la bande de

Gaza, Or, c'est précisément l'ensemble des politiques mises en place pour la « sécurité » des Israéliens (assassinats, blocus, arrestations...), au détriment de celle des Palestiniens, qui a pu motiver la préparation d'une attaque si violente.

La quatrième erreur concerne la nature du *Hamas* : que ses crimes relèvent du terrorisme, entendu comme méthode d'action, ne signifie pas qu'il s'apparente à Daesh. Il s'agit d'abord d'un mouvement islamo-nationaliste, créé en 1987 par les

> Frères musulmans palestiniens. Afin de « diviser pour mieux régner », les services israéliens ont laissé l'organisation se développer pour morceler la résistance palestinienne, et affaiblir le Fatah d'Arafat. Le Hamas finit par remporter les élections de 2006, puis, l'année suivante, par prendre violemment le pouvoir à Gaza. Netanyahou facilita même, à partir de 2018, son financement par le Qatar pour éviter la faillite économique de Gaza.

> Si la stratégie du *Hamas* ne s'embarrasse pas des droits humains, elle n'en est pas moins aussi rationnelle que cruelle. Ainsi l'opération terroriste du 7 octobre avait-elle quatre objectifs essentiels : faire voler en éclat la politique israélienne d'invisibilisation des Palestiniens; démontrer aux Israéliens, par la terreur, leur situation d'insécurité; marginaliser l'Autorité palestinienne ; empêcher le ralliement de l'Arabie saoudite aux ac-

La cinquième erreur concerne la comparaison de la « surprise » de 2023 avec celle de 1973. Le choix par le *Hamas* de la date anniversaire de l'offensive des armées égyptienne et syrienne ne doit rien au hasard. Mais comparaison n'est cependant pourtant pas raison. Une guerre entre trois armées n'a rien de commun avec un conflit asymétrique. En revanche, il est vrai que Netanyahou, comme autrefois Golda Meir, n'a pas cru aux avertissements en provenance d'Égypte : à l'époque Tsahal avait été sérieusement bousculée sur le canal de Suez et le Golan ; cette fois, elle a laissé quasiment sans défense les kibboutzim proches de la bande de Gaza.



Manifestation à Montpellier, le 4 novembre

Une autre différence frappe : alors qu'en 1973 les Israéliens ne s'étaient retournés contre Golda Meir qu'après-guerre, au point que la droite finira par accéder au pouvoir quatre ans plus tard, en 2023 l'union militariste semble aller de pair avec une mise en accusation de Netanyahou : d'emblée 86 % le jugent responsable de la catastrophe sécuritaire (et même 79 % des électeurs de la coalition au pouvoir) ; 56 % des sondés exigent sa démission immédiate (1). Et les partis au pouvoir, en cas d'élections législatives anticipées, tomberaient de 64 sièges (sur 120) à... 41⁽²⁾.

Les acteurs de cette nouvelle séquence

Trente ans après Oslo, le 7 octobre symbolise également la radicalité prégnante dans les deux sociétés : comme en 1967, voire 1948, Israéliens et Palestiniens s'estiment catégoriquement comme plus légitimes que leurs voisins à vivre entre la mer Méditerranée et le Jourdain. La parenthèse d'Oslo et des deux États est bel et bien terminée. La nouvelle séquence qui s'ouvre et s'écrit sous nos yeux comporte de nombreuses incertitudes, mais plusieurs points semblent d'ores et déjà s'affirmer.

Même si Benyamin Netanyahou est contraint à la démission, le maintien au pouvoir du Likoud et de ses alliés signifierait à

coup sûr l'enracinement de l'occupation militaire sur les terres conquises, voire le début d'un processus de colonisation, comme le souhaitent 44 % des Juifs israéliens.

Cette perspective reste suspendue à au moins deux inconnues. D'abord, l'avenir des Palestiniens de Gaza. Ils savent qu'un exode forcé hors de leur terre rendrait tout retour impossible. Les quelques jours de trêve ont montré leur détermination à enrayer les plans israéliens : par milliers, des civils ont marché vers le nord de Gaza pour manifester leur présence. Et l'Égypte continue de s'opposer fermement à toute installation de réfugiés sur son sol. Enfin les principaux leaders de l'opposition, s'ils mettaient fin au long règne de Netanyahou, ne sont jusqu'ici porteurs d'aucune alternative conforme au droit international.

En Cisjordanie, le nettoyage ethnique se poursuit. Colons et soldats s'activent, dans une évidente complicité, afin d'expulser les Palestiniens de plusieurs zones. Une répression sans précédent a fait des centaines de morts, des milliers de blessés et un nombre considérable d'arrestations. Même la situation des Palestiniens d'Israël est préoccupante : ils font face à des atteintes manifestes à leur liberté d'expression, qui rappellent les premières décennies de l'existence d'Israël, quand cette population vivait sous le joug d'un gouvernement militaire d'exception.

Rien ne sera possible pour les Palestiniens sans un renouvellement de leur mouvement national. Le *Hamas* se place en maître du jeu. Une large part des Palestiniens dit soutenir l'action du 7 octobre – tout en niant la réalité des atrocités commises... tout comme la majorité des Israéliens ignore ou relativise le carnage à Gaza. De nombreuses factions se sont succédé à Doha pour rencontrer la direction de l'organisation islamiste, qui ne cache pas son souhait de monnayer la libération des soldats et officiers otages à Gaza contre celle de nombreuses figures politiques palestiniennes, Marwan Barghouti en tête. Dans ces rencontres, c'est aussi le remplacement de Mahmoud Abbas et l'avenir de l'OLP qui se prépare.

Aussi indispensable qu'il soit, ce renouvellement de la direction palestinienne ne pourra changer la donne sans un appui international fort. Si la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique se distinguent par leur silence diplomatique, contrairement aux foules arabes descendues massivement dans les rues, ces deux institutions disent œuvrer conjointement pour l'avenir de Gaza en s'appuyant désormais sur le soutien des puissances du Sud, Chine notamment. Il faut dire que le énième véto des seuls États-Unis au vote d'une résolution du Conseil de sécurité pour exiger un cessez-le-feu, samedi 9 décembre, illustre un obscène double standard diplomatique.

Dans ce contexte, la France et au delà, l'Union européenne, devraient jouer un rôle bien plus actif. D'abord en s'appuyant sur tous les leviers possibles, et ils sont nombreux. Ensuite en s'attelant à œuvrer pour une diplomatie équilibrée, volontaire et résolument tournée vers le respect des droits des peuples.

Thomas Vescovi et Dominique Vidal

⁽¹⁾ Haaretz, 17 octobre 2023.

Breaking the Silence, une voix à contre-courant

Parmi les associations israéliennes qui luttent contre la colonisation l'organisation Breaking the Silence témoigne par la voix de Nadav Weiman (directeur senior). Nous publions ici un extrait de l'entretien qu'il nous a accordé le 28 novembre.

■ Pourquoi avoir rejoint B.T.S?

N. W.: J'ai 37 ans et suis né à Tel-Aviv où je réside. J'ai grandi dans une famille sioniste de gauche et par mon éducation, j'étais et je suis toujours prêt à servir mon pays et à le défendre. À l'âge de 18 ans, j'ai rejoint les forces spéciales comme mes deux frères aînés. Mon père était un combattant des parachutistes, comme mon grand-père en 1948. Après les classes, j'ai été affecté à Jénine en service d'active dans une unité de surveillance des frontières. Ma hiérarchie a demandé à mon unité de réaliser un « mapping » des maisons palestiniennes c'est-àdire entrer dans les maisons de manière musclée et photographier les habitants et les lieux. J'ai compris plus tard la raison de ces incursions : non pas défendre le pays, mais contrôler la population palestinienne et lui faire sentir le poids de l'oppression. Après mon service, j'ai réalisé que demander à des jeunes de 18 ans de contrôler sinon opprimer une autre nation n'était pas acceptable. En me taisant je confortais la

fausse perception au sein de l'opinion publique israélienne du rôle d'IDF dans les territoires occupés; il fallait que la vérité éclate et j'ai rejoint les rangs de BTS.

I Quel est l'objectif de BTS?

N. W.: Breaking the Silence veut mettre un terme à l'occupation. Nous sommes composés d'anciens soldats ayant décidé de témoigner de ce qu'ont été leurs conditions de vie en Cisiordanie et à Gaza, pour montrer aux Israéliens et à la communauté internationale ce qu'est l'occupation. Ce sont deux occupations différentes car si à Gaza il n'y a plus de colons comme en Cisjordanie avec les checkpoints, contrôles, arrestations..., en revanche il y a depuis 2007 un blocus et tous les 3, 4 ou 5 ans, il y a eu des opérations militaires d'envergure qui ont tué de nombreux Palestiniens, détruit les infrastructures, et tué des soldats israéliens; c'est leur manière de gérer le conflit, pas de le résoudre

Nous ne voulons plus de morts israéliens ou palestiniens, nous devons trouver une solution, un état, deux états, une fédération, une confédération, ou autres. Il faut une solution politique.

I Quelle est l'activité principale de BTS?

N. W.: Notre activité principale est de recueillir des témoignages, les vérifier, les publier, ce qui est un long processus; également une activité d'éducation politique pour des mouvements de jeunes, des grandes écoles, le public, des députés, diplomates et ambassadeurs. Depuis le 7 octobre, nous ne pouvons plus organiser de circuits dans les Territoires Occupés. Le travail militant se limite à montrer à la presse étrangère ce qui se passe en Cisjordanie et les exactions commises par les colons pendant que l'attention internationale est focalisée sur Gaza. Notre travail de fond au sein de la société israélienne est suspendu notamment toutes les activités avec les mouvements de jeunes, mais nous donnons des interviews, publions des articles dans différents journaux, sur les réseaux sociaux.

L'impact médiatique de BTS en Israël?

N. W.: Il y a 2 ans, nous étions peu connus. Mais nous avons beaucoup travaillé, recueilli des témoignages; maintenant quand on dit BTS les gens savent tout de suite de quoi il s'agit. Nous sommes la plus importante organisation sur ce sujet en Israël, avec près de 700 interventions éducatives par an. Notre plus gros impact est d'avoir remis le sujet de l'occupation sur le devant de la scène.

Lors des circuits que nous organisions en Cisjordanie que ce soit avec des Israéliens (la grande majorité) ou des diplomates, nous voulions qu'ils rencontrent des Palestiniens et leur consacrent du temps. Aller en Palestine, c'est avant tout rencontrer les habitants, hommes, femmes, jeunes, pour les connaître, écouter ce qu'ils ont à dire. C'est peut-être la seule fois qu'ils pourront le faire, surtout les Israéliens. Nous travaillons avec deux organisations partenaires « Youth against settlements » et Ta'ayush.

Lors des cinq dernières élections législatives, la question palestinienne n'était même pas un sujet de campagne. La situation était « gérée », donc aucune raison d'en débattre. Maintenant les gens doivent choisir s'ils veulent vivre à l'intérieur de la ligne verte ou non.



Ceux qui disent « il n'y a pas d'innocents à Gaza » permettent des plans criminels de nettoyage ethnique, ainsi que des meurtres massifs de civils innocents. En tant qu'Israéliens, nous ne devons pas rester silencieux.

■ Et justement, depuis le 7 octobre?

N. W.: Il y a eu une augmentation très importante des violences, d'abord contre les Palestiniens, puis contre les organisations progressistes et leurs militants. Certaines ont été attaquées, BTS pas directement, mais les extrémistes de droite pointent, dans leurs écrits et les médias, BTS comme des exemples de traîtres. Nous avons donc renforcé les mesures de sécurité dans nos locaux.

Nous n'avons plus organisé d'évènement public depuis lors, mais ils vont reprendre et nous devons nous préparer à affronter l'adversité.

En Cisjordanie nous recensons une augmentation importante des attaques contre les Palestiniens. Les jeunes soldats qui y effectuaient leur service ont été envoyés à Gaza ou à la frontière nord. Ils ont été remplacés par des réservistes de l'unité AGMAR principalement composée de colons issus de ces territoires. À la fois colons et soldats, cela lève toute ambiguïté sur la collusion entre ces deux entités.

De plus, les colons non-réservistes en portant des tenues de l'armée, s'arrogent tous les droits et oppriment en toute impunité les populations palestiniennes.

Un exemple : nous avons visité la zone avec France 5 et nous avons été attaqués : ils ont dû arrêter de filmer.

Les mesures de sécurité prises pour protéger les militants de BTS?

N. W.: De nombreuses personnes que nous connaissons ont quitté Israël depuis le 7 octobre. Des activistes notamment parce que leurs noms et leurs adresses ont été révélés par l'extrême droite sur les réseaux sociaux, et que la police ne les protège pas. L'un de mes amis, journaliste et ultraorthodoxe, a vu son nom jeté en pâture par ces extrémistes; il a été attaqué en pleine nuit par une douzaine d'entre eux. Il s'est enfui en voiture, Il a été poursuivi et s'est réfugié dans un hôpital public de Tel-Aviv. Dans ce cas précis, la police n'a pas voulu intervenir. Maintenant il vit caché dans un appartement. Son seul « méfait » est d'avoir exprimé de la compassion envers la souffrance des enfants de Gaza.

I Point de vue militaire sur l'opération à Gaza

N. W.: Israël a lancé de suite la riposte aux attaques du *Hamas* en engageant l'artillerie et les bombardements aériens, suivant deux grands principes qui ont structuré toutes les campagnes militaires israéliennes à Gaza depuis l'opération Plomb durci de 2008-2009:

Le « risque zéro » pour les soldats, quitte à condamner les populations civiles même si elles ne sont pour rien dans les hostilités, et la « doctrine Dahiya », qui implique de ne laisser aucun bâtiment debout. Quiconque n'évacue pas est considéré comme coupable jusqu'à preuve du contraire.

La « doctrine Dahiya » porte le nom d'un quartier de Beyrouth lourdement bombardé par Israël lors de la guerre du Liban en 2006. Elle soutient que, dans un conflit asymétrique contre un acteur non étatique, une période d'accalmie peut être obtenue en causant des dommages considérables aux moyens militaires, aux infrastructures (ponts, bâtiments...) et propriétés civiles. Un tel procédé aurait un effet dissuasif et retournerait la population civile (contrainte à dépenser une énergie et un temps considérables à la reconstruction) contre l'organisation non étatique qui opère depuis son territoire.

Donc avant l'entrée de l'infanterie, il y a les attaques de l'aviation (artillerie, avions, drones) puis les bulldozers arrivent et déblaient les gravats, ensuite les tanks qui tirent sur tout ce qui bouge sous le prétexte que nous ne devons subir aucune perte; enfin l'infanterie arrive et tire à vue; on lui a inculqué que c'était normal car en face l'autre est l'ennemi. Mais à l'évidence cette affirmation est fausse. De très nombreux civils sont encore dans le nord de Gaza et ne sont pas des combattants du *Hamas*.

Si l'armée décide de conquérir le sud de Gaza, alors qu'il y a plus d'1 million de réfugiés les pertes palestiniennes seront immenses, ou vont-ils se réfugier? En Égypte, cela n'est pas possible, alors où? Mais les pertes de soldats le seront aussi.

I Quelles sont les intentions du gouvernement?

N. W.: Le gouvernement change tous les jours de discours. On ne peut pas savoir vraiment. Netanyahou et ses partenaires sont contre toutes concessions faites aux Palestiniens, et la priorité n'est pas de libérer les otages (ce qui en est une pour BTS), alors quel est le plan de sortie de crise? Il refuse même d'évoquer le « jour d'après » avec son gouvernement. Comme il est contre l'État de Palestine, aucune solution n'est sur la table

Et en Cisjordanie? Le risque de déclenchement d'une 3° Intifada?

N. W.: Depuis le 7 octobre, le nombre de Palestiniens tués par des colons est en augmentation, sans qu'aucune sanction ne soit prise. Plus de 16 bergers et leurs troupeaux ont été expulsés de leurs maisons. En pleine saison de récolte des olives, ils sont empêchés de se rendre dans leurs champs alors que c'est une activité économique essentielle pour eux.

Les radicaux qui sont au gouvernement souhaitent l'*Intifada*. C'est un autre front qu'ils espèrent ouvrir. Ces suprémacistes ont voté contre la libération des otages parce que cela mettrait en danger nos soldats qui se battent à Gaza!!! Ils veulent que des enfants payent de leur vie celles des soldats au combat à Gaza. C'est incompréhensible. Je doute qu'ils agissent dans l'intérêt de l'État d'Israël.

■ Et pour l'avenir?

N. W.: Nous ne pouvons pas être militant en Israël sans être optimiste.

Je pense que maintenant un plus grand nombre réalise que l'extrême droite et les colons sont un obstacle à la paix. Nous ne pourrons plus avoir d'élections sans parler du conflit, de l'occupation et de la ou des solutions à adopter.

Mais l'avenir est très incertain, voire inquiétant.

I Pour finir, que peut faire l'AFPS pour soutenir BTS en France? N. W.: Nous faire connaître et expliquer quelles sont les doctrines de

N. W.: Nous faire connaître et expliquer quelles sont les doctrines de l'armée qui ont prévalu lors de l'engagement contre Gaza.

Bibliographie

Why I broke the silen

https://www.haaretz.com/opinion/2015-06-30/ty-article/.premium/why-i-broke-the-silence/0000017f-ef88-d497-a1ff-ef883c7a0000?utm_source=App_Share&utm_medium=iOS_Native

Les principes de guerre adoptés à Gaza Zéro Risque, et celui de Dihiya https://www.lalibre.be/debats/opinions/2023/11/19/larmee-israelienne-a-gaza-ils-nous-ont-dit-il-nest-pas-cense-y-avoir-de-civils-si-vous-identifiez-quelquun-vous-luitirez-dessus-BUHSAYJSXVHUBJBJ2BPMN2A3ZI/

10 Palestine Solidarité janvier 2024 Palestine Solidarité janvier 2024

Gaza 2023. Un génocide, deux réalités

86. C'est le nombre de journalistes tué·es à Gaza jusqu'au 16 décembre 2023. Un bilan exceptionnel comme l'est cette guerre génocidaire contre le territoire le plus densément peuplé au monde, avec 2,3 millions de personnes enfermées dans à peine 360 km².

STOP

GENOCIDE

ourtant, ce n'est pas ce chiffre qu'annonce le 15 décembre 2023 Reporters sans frontières (RSF) dans son bilan annuel qui parle de « 17 journalistes tués dans l'exercice de leur fonction », repris par plusieurs médias nationaux. La formulation choque par son indécence, quand on sait que cibler les journalistes est une tradition de l'armée israélienne, à Gaza comme en Cisjordanie,

comme nous le rappelle le meurtre de la correspondante d'Al Jazeera à Jénine en mai 2022 Shireen Abou Aqleh, ou encore le bombardement la tour Al-Jalaa à Gaza en mai 2021, qui abritait les bureaux de plusieurs médias, dont Al Jazeera et l'agence américaine Associated Press; quand on sait que ces journalistes sont ciblés chez eux, qu'on vise leurs familles comme cela a été le cas du correspondant d'Al Jazeera Wael Dahdouh, dont le caméraman Samer Abou Daqqa a été tué et lui blessé par un tir de drone; quand on sait que ces exécutions sont précédées d'appels, de menaces, que les journalistes sont informés par l'armée israélienne qu'ils sont géolocalisés, laquelle armée utilise l'intelligence artificielle pour générer des

cibles non militaires potentielles. Comme si la journaliste russe Anna Politkovskaïa, assassinée dans le hall de l'immeuble par le régime russe en 2006, l'avait été « dans l'exercice de ses fonctions », pour que RSF lui rende hommage.

Ainsi, dans le fossé qui se creuse chaque jour à l'ombre du génocide commis à Gaza par Israël, qui continue à faire fi du droit international en toute impunité, se noie également la solidarité la plus élémentaire entre journalistes du Nord et du Sud. L'absence de cette solidarité est le point d'orgue de la rupture actée entre médias mainstream en France et médias panarabes

dans leur couverture de la guerre sur Gaza.

Du journalisme? Plutôt de la communication

À l'image de la classe politique, le champ médiatique n'a pas été épargné par la vague du tout émotionnel qui s'est abattu sur lui au lendemain des attaques meurtrières du *Hamas*. Si la dénonciation du meurtre de civils comme crimes de guerre est légitime, elle a ouvert dans ce cas les vannes d'une propagande israélienne tous azimuts que les médias français – et pas seulement *mainstream* – ont repris sans le moindre recul.

Pendant plusieurs jours, le récit produit par l'armée israélienne est repris tel quel, les plateaux accueillent bras ouverts éditorialistes, porte-parole de l'armée et soutiens mordicus de l'État d'Israël. Deux mois plus tard, quand les fausses informations propagées par Israël ont été dévoilées, aucun *mea* culpa n'a été fait, aucune rédaction n'a voulu admettre qu'elle a repris de la propagande comme si c'était des faits. Les défenseurs acharnés de la laïcité ne s'émeuvent même plus qu'un député de la République adopte le champ lexical biblique pour parler de « Judée Samarie » au lieu de parler de la Cisjordanie, et les condamnations, les termes de terrorisme et terroristes deviennent des faits objectifs, non des choix poli-

tiques. En quelques heures, la plupart des rédactions semblent avoir abandonné leur rôle, celui d'expliquer et de faire réfléchir, pour s'enfoncer dans une atmosphère de maccarthysme qui ne fait que se poursuivre, bien au-delà des cercles médiatiques.

Les visages, les noms, les histoires des victimes israéliennes peuplent les productions de la presse, tandis que celles palestiniennes sont réduites à des chiffres auxquels on accole systématiquement la mention « selon le Hamas », laissant au lecteurtrice ou au spectateur-trice le soin d'en déduire le doute qui planerait sur ces chiffres (chiffres en réalité sous-estimés au vu des corps disparus sous les décombres). Les images de victimes exclusive-

ment israéliennes peuplent les télés et les journaux, car – nous expliquera-t-on – il était possible d'envoyer des journalistes en Israël, mais pas à Gaza. Pourtant, les agences de presse internationales, celles-là même qui nourrissent de leur flux les chaînes d'information continu en France, ont leurs correspondants à Gaza. Sans parler du fait que certains d'entre eux ont déjà travaillé comme fixeurs pour des médias français comme Radio France ou Ouest-France, à l'image de Rochdi Sarraj, tué le 22 octobre à l'âge de 31 ans. Soudain, ces personnes n'étaient plus fiables, et leurs récits se sont perdus dans l'indifférence de leurs confrères et consœurs de l'Hexagone.

Le quotidien des Gazaoui·es partagé dans le monde arabe

Pendant ce temps, les chaînes panarabes, et à leur tête *Al Jazeera*, couvrent minute par minute ce qui se passe à Gaza. Historiquement ancrée dans les territoires palestiniens, la chaîne d'information continue prouve encore une fois sa capacité à être non seulement la première à informer, mais à obtenir des images qu'on ne verrait nulle part ailleurs, grâce notamment à son réseau de 6 correspondant.es dans la bande. Résultat? Ces dernier·es sont régulièrement la cible de l'armée israélienne, qui va jusqu'à les appeler pour les menacer directement, si jamais ils continuaient de documenter le massacre quotidien, comme en témoigne le correspondant de la chaîne à Jabalia, dans le nord du territoire, le 22 novembre dernier. Sa maison >>> 15

Gaza, Gaza, le peuple marocain est avec toi

Bien que signés par le gouvernement marocain, les accords d'Abraham n'expriment pas la sensibilité de la majorité du pays. On l'avait déjà compris lors du dernier championnat du monde de football : l'équipe nationale avait brandi le drapeau palestinien face aux médias du monde entier. On le vérifie une fois de plus avec ce témoignage qui contraste avec le discours dominant des médias occidentaux, ainsi qu'avec notre ligne éditoriale.

abat – 7 octobre, début de la matinée : la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre, les connexions aux chaînes de télévision et aux réseaux sociaux ont explosé. La surprise est totale. Quoi ? Ils ont osé! Oui, oui, ils ont osé. Des combattants palestiniens de Gaza ont brisé le blocus qui dure depuis 16 ans. Ils ont réussi à franchir, à différents endroits de l'enclave palestinienne, les très hautes barrières après avoir neutralisé les surveillances électroniques sophistiquées d'Israël et les caméras pointées sur eux nuit et jour. Certains ont débarqué sans problème sur le littoral à l'aide de parapentes. Tous sont restés plus de quatre heures sans être inquiétés. Ils se sont emparés d'outils électroniques très sensibles des services secrets, ont emmené des otages ainsi que des soldats israéliens. Le mythe de l'infaillibilité d'Israël est-il en train de s'effondrer?

L'opération minutieuse « déluge d'Al-Aqsa » (en référence à la mosquée sacrée de Jérusalem où les colons empêchent souvent les Palestiniens de faire leur prière) menée par des factions du *Hamas*, du *Jihad* islamique et du FPLP l'a révélé au monde entier. C'est une journée historique.

Des massacres, des crimes de guerre ont bien été commis. Mais on s'accorde à les minimiser eu égard à toutes les souf-frances subies par le peuple palestinien depuis 75 ans : régime d'apartheid, oppression, occupation, colonisation, répression, arrestations arbitraires, expulsions, déportations, assassinats, nettoyage ethnique.

Dès l'après-midi du 7 octobre, des rassemblements spontanés ou à l'appel de plusieurs associations dont le « Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation » – constitué en 2020 au lendemain de la signature des accords d'Abraham entre le Maroc et Israël – envahissent les rues dans plusieurs villes du Maroc, exprimant une sorte de fierté retrouvée par l'action héroïque de ces résistants palestiniens.

Il s'en est suivi un déchaînement de bombardements indiscriminés, intensifs, nuit et jour, par l'armée israélienne sur la bande de Gaza, soutenu inconditionnellement, par des dirigeants occidentaux. Soutien matériel, militaire, économique, pendant que le siège de Gaza est total : ni eau, ni électricité, ni nourriture, ni carburant, ni médicaments. La confiance dans la communauté internationale ne sera plus jamais la même.

De plus, la couverture médiatique par les chaînes d'information occidentales semblait être dictée par la propagande d'Israël : fausse, sans objectivité ni recul, criminalisant uniquement

le *Hamas* et le qualifiant de terroriste. Alors les Marocains s'en sont détournés au profit des chaînes arabes où la guerre contre Gaza se déroule en temps réel, dans certains cas en direct. Des familles entières ont été anéanties, des centaines de milliers de personnes déplacées, traînant leurs enfants avec des moyens de fortune. Scènes déchirantes : ce père portant deux sacs en plastique sanglants contenant les restes de son enfant, cet autre caressant et berçant une dernière fois son bébé couvert de poussière sur sa poitrine. Des hôpitaux sont endommagés, des écoles détruites, des immeubles soufflés par les bombes. Les gens disent qu'ils ont l'impression de devenir fous. Il y a des images qui ne s'effaceront jamais des mémoires, et les récits des médias occidentaux sont très loin d'en rendre compte.

Devant l'incapacité de l'ONU à imposer un cessez-le-feu immédiat et à arrêter les massacres, le peuple marocain sort dans la rue presque tous les jours, dans toutes les régions du pays, pour protester et dénoncer les boucheries et les crimes de guerre d'Israël. Le peuple palestinien, est dans le cœur de tous les peuples des pays arabes. Des manifestations de protestation ont eu également lieu, à l'appel d'organisations et de militants des droits humains marocains dans les rues et devant les ambassades des États-Unis et de la France à Rabat, ainsi que devant les consulats français dans plusieurs villes marocaines, dont Casablanca, Marrakech, Agadir, Tanger et Fès, dénoncant le soutien inébranlable du président Emmanuel Macron aux agressions israéliennes. Non, le Hamas n'est pas Daech. C'est un mouvement de résistance qui lutte contre l'occupation de ses terres ancestrales par Israël. Trois slogans reviennent souvent : « Le peuple veut la chute de la normalisation ! Stop guerre génocidaire sur Gaza! Stop au blocus!»

Par ailleurs, dans tout le Maroc, la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) bat son plein. Elle touche les entreprises qui soutiennent la guerre menée contre Gaza et la Cisjordanie en envoyant des colis aux soldats (Carrefour) ou en les nourrissant gratuitement (McDonald's). D'autres enseignes, telles H & M et Starbucks ont préféré quitter le Maroc, sous la pression du BDS.

Il reste que, pour le peuple palestinien, la leçon est brutale : les droits humains ne sont pas universels et le droit international est appliqué arbitrairement.

Nafass, du Maroc

12 Palestine Solidarité janvier 2024 Palestine Solidarité janvier 2024

En France, développer la solidarité

Alors que la guerre israélienne contre la population gazaouie atteint des proportions inédites, le monde a la responsabilité morale et politique de réagir, en urgence pour y mettre un terme, et pour une solution politique fondée sur le droit. La France a les moyens d'intervenir. Les citoyens et les citoyennes ne doivent cesser de l'exiger.

amais Antonio Gutterres, secrétaire général des Nations unies, n'avait invoqué depuis le début de son mandat l'article 99 de la Charte des Nations unies. L'article lui permet d'« attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Il s'y est référé le 6 décembre 2023 dans une lettre inédite au Conseil de sécurité, mettant en garde contre un « effondrement total de l'ordre public bientôt » dans la bande de Gaza, bombardée sans relâche par Israël depuis alors près de deux mois.

Après l'attaque meurtrière et sanglante de groupes armés du Hamas contre des militaires et des civils israéliens – dont des enfants – le 7 octobre dernier, les militaires israéliens ont transformé la minuscule enclave palestinienne, « prison à ciel ouvert d'Israël » depuis dix-sept années de blocus, en cimetière. 2,3 millions de Palestiniens subissent un massacre de masse à huis clos. L'Unicef évoque « une guerre contre les enfants », l'OMS « l'heure la plus sombre de l'humanité ». Toutes les agences des Nations unies et les ONG sur place appellent à mettre un terme à cette apocalypse. En deux mois, plus de 17 000 Palestiniens de la bande de Gaza ont été assassinés, dont plus de 7000 enfants. Les corps de milliers d'autres gisent sous les décombres. Des familles entières sont exterminées. Près de 50 000 personnes ont été blessées, mutilées. L'armée vise les écoles, les hôpitaux, les abris des Nations unies, les ambulances, les journalistes... La décision du gouvernement israélien dès le 9 octobre d'un blocus total empêchant l'accès à l'eau potable, à la nourriture, à l'électricité, au fuel indispensable pour les hôpitaux, aux médicaments, aux anesthésiques... tue tout aussi sûrement. Le nord du petit territoire est rasé, quelque 80 % de la population ont été forcés à l'exil vers le sud et, comme le confirme l'ONU, aucun lieu n'est en sécurité. La population gazaouie a subi plusieurs guerres, mais le degré de terreur qu'imposent aujourd'hui le gouvernement et l'armée d'Israël est sans comparaison, faisant en outre resurgir le spectre d'une nouvelle Nakba. Quant à la Cisjordanie, elle continue d'être le théâtre de violences des colons suprémacistes israéliens soutenus par l'armée, pour déplacer des villages entiers et s'emparer des maisons des Palestiniens de Jérusalem...

Nul ne peut ignorer la catastrophe en cours. Alors que l'Assemblée générale des Nations unies appelle au cessez-le-feu immédiat mais que les États-Unis y opposent leur véto, les gouvernements, la France, ont des moyens pour intervenir.

D'une coalition anti Hamas à une coalition « humanitaire »

En visite en Israël le 24 octobre à la suite de Joe Biden, Olaf Scholz, Rishi Sunak, Georgia Meloni et Mark Rutte, et alors que les morts se comptaient déjà par milliers, puis en visite à Ramallah, Emmanuel Macron a affiché sa solidarité avec Tel-Aviv et a été jusqu'à proposer d'élargir la mission de la coalition internationale contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) pour aider Israël à combattre le Hamas. C'était là non seulement renier les positions françaises lors de la guerre contre l'Irak en 2003, faire fi de l'échec d'une telle coalition, mais aussi méconnaître la réalité palestinienne, les décennies d'occupation et leurs conséquences, autant que les objectifs de l'occupant israélien. Tel-Aviv a du reste ignoré une telle hypothèse, prétendant vouloir éradiquer le *Hamas*, et éradiquant dans les faits toute possibilité de survie dans le territoire palestinien.

Le président a-t-il ensuite prêté plus grande attention aux conseils des diplomates et experts du Quai d'Orsay? Après sa coalition anti Hamas, c'est une coalition internationale humanitaire qu'il a affirmé vouloir organiser en réunissant une conférence humanitaire à Paris le 9 novembre – et portant l'aide française aux agences des Nations unies et ONG à 100 millions d'euros pour l'année en cours. L'enjeu cependant est surtout de faire entrer l'aide dans le territoire palestinien et, en urgence absolue, de mettre un terme à la guerre, aux bombardements, à l'offensive terrestre entamée le 27 octobre, au blocus et au transfert forcé des Palestiniens, ce qui supposera la reconstruction et la réinstallation des survivants dans leurs villes et leurs quartiers aujourd'hui anéantis.

Après avoir défendu le principe d'une trêve, le président de la République, qui rappelle qu'une vie vaut une vie, évoque un cessez-le-feu, pour la population palestinienne et pour la survie et la libération des otages. Il ajoute qu'Israël a le droit de se défendre, mais dans le strict respect du droit humanitaire

international. En fait, comme tout État, Israël a le droit et le palestinien serait cependant un acte fort. Que rien n'empêche, devoir de protéger ses citoyens. Il n'existe en revanche pas d'« autodéfense » d'un État contre une population qu'il occupe. Quant au droit international humanitaire, il est à lui aussi totalement ignoré.

À l'instar d'une très grande majorité d'États, la France a donc voté à l'ONU en faveur du cessez-le-feu humanitaire immédiat. Le véto complice de Washington impose d'autres voies d'intervention. Une responsabilité morale pour empêcher la poursuite de crimes de guerre voire d'un génocide.

La France a les moyens d'agir

Elle peut d'abord sanctionner Israël tant que Tel-Aviv viole, et de façon massive, le droit international. Paris qui s'y est toujours refusé, plaide notamment la nécessité d'un consensus européen, alors que l'UE est divisée face à la politique coloniale israélienne. L'Union européenne est le premier partenaire d'Israël qui participe du programme Horizon-Europe (95 milliards de dollars pour 2021-2027) et avec la guerre en Ukraine l'UE souhaite des accords commerciaux gaziers avec Israël. Mais rien n'oblige chaque État à poursuivre des relations commerciales, économiques, technologiques voire militaires avec Tel-Aviv dans un tel contexte. Paris peut aussi contribuer à la lutte contre l'impunité en soutenant l'exigence d'une enquête de la CPI en Palestine occupée. Et peut en appeler à la protection internationale du peuple palestinien.

Emmanuel Macron évoque aussi l'importance d'un horizon politique et d'une solution à deux États. Que ne l'a-t-il défendue avant que la colonisation ait à ce point dépecé la Cisjordanie pour réduire à néant toute perspective d'État palestinien? Comme si ce crime de guerre, ceux des colons, les morts par dizaines en 2023, les arrestations en masse dont celles de centaines d'enfants, les tortures, les expulsions... n'avaient été que des violences à bas bruit permettant d'écarter de l'agenda diplomatique la situation palestinienne. Ou comme l'a fait Emmanuel Macron en février dernier de recevoir à Paris Benyamin Netanyahou, Premier ministre du gouvernement suprémaciste israélien...

Ce sera au peuple palestinien et à nul autre de déterminer son avenir. C'est le droit à l'autodétermination. Reconnaître l'État

sans attendre des « négociations » – improbables dans un nouveau tête-à-tête entre occupant et occupé, laissant au premier le privilège de reconnaître ou non les droits du second.

Le rôle de la solidarité

Jamais la solidarité des sociétés ne s'est autant exprimée, partout dans le monde, pour le cessez-le-feu, et pour la liberté

En France, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, lui, s'empressait le 12 octobre de tenter de faire interdire les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien et de défense du droit international, ce qu'a mis en cause le Conseil d'État. Dans la nuit du 8 au 9 novembre, c'est la militante palestinienne Mariam Abou Daqqa, 72 ans, qui était interpellée à Paris, avant d'être expulsée. La maire de Paris n'est pas en reste qui a fait annuler une conférence « contre l'antisémitisme, son instrumentalisation et pour la paix révolutionnaire en Palestine » prévue le 6 décembre avec la philosophe américaine Judith Butler...

Au-delà du nécessaire développement de la solidarité, l'avenir de nos sociétés est aussi en jeu. Pour défendre la primauté du droit contre la loi du plus fort. Pour préférer la solidarité aux visions identitaires. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le RN soutient le gouvernement israélien. Il s'agit pour l'extrême droite, aux fondateurs frayant avec l'antisémitisme, de tenter de conquérir une légitimité morale et politique, de promouvoir l'amalgame entre islam – notamment politique – et terrorisme – comme d'autres ont intérêt à l'amalgame entre juifs et suppôts de la politique israélienne –, mais aussi de prôner une vision identitariste qui divise les peuples en prétendues communautés figées, imperméables et irréconciliables.

La barbarie à l'œuvre en Palestine occupée concerne toute notre humanité. Comme l'écrivait la regrettée juriste Mireille Delmas-Marty, « Le crime contre l'humanité est la borne commune à toutes les cultures. La mission des droits de l'Homme est aussi de préserver cette humanité à venir, ces générations futures, pour que cette humanité reste promesse ».

Isabelle Avran

12>>> aura finalement été visée par un missile israélien le 11 décembre, tuant son père.

Si la chaîne qatarie relaye les vidéos des Brigades Al Qassam montrant ses opérations contre l'armée israélienne, elle a aussi la particularité de ne pas ignorer le discours israélien. Au quotidien, la couverture des principaux titres et des principales chaînes de télévision israéliennes est traduite, rapportée, décortiquée, pour donner à voir le narratif du camp d'en face.

Autre source d'information primordiale pour le monde arabe quand il s'agit de Gaza : les réseaux sociaux. Sur Instagram, et malgré la censure désormais documentée opérée par le groupe Meta sur tout contenu concernant la Palestine, des dizaines de milliers de personnes, notamment jeunes, suivent tous les jours Moataz Azaiza, Bisan from Gaza ou encore Plestia Alaqad, pour n'en citer que quelques-uns. Leur quotidien, leur déplacement,

leurs conditions de vie font désormais partie du quotidien de dizaines de milliers d'Arabes, qui retiennent leur souffle quand l'un.e d'eux/elles tarde à publier une nouvelle vidéo, ou que les coupures d'internet régulières par l'armée israélienne empêchent d'avoir de leurs nouvelles.

Parmi ces dizaines de milliers d'Arabes, certain·es vivent en France. Depuis le 7 octobre, ils et elles vivent une dissonance cognitive, entre l'angoisse et la tristesse qui s'empare d'eux devant l'horreur de cette guerre qui se poursuit depuis deux mois et demi, et un environnement politique et médiatique qui fait d'eux et elles un ennemi intérieur. Le fossé entre Nord et Sud se double alors d'un fossé interne, au cœur de nos sociétés, faisant le nid des discours les plus extrêmes.

Sarra Grira, rédactrice en chef du journal Orientxxi.info/

Guerre des mots et des images

Il est une guerre qui ne dit pas son nom : à côté des bombardements de Gaza, Israël pilote, avec une efficacité redoutable, une guerre de communication, relayée avec zèle par la plupart des médias occidentaux.

n matière de communication aussi, la guerre est dissymétrique. Technologiquement bien sûr, mais aussi au point de vue des moyens humains : journalistes « embarqués », tutorés et protégés par l'armée d'un côté, blocage des liaisons et « neutralisation » de l'autre. Ainsi le CPJ (1) a recensé 86 journalistes tués à la date du 16 décembre. Plus de 50 journalistes palestiniens sont emprisonnés en Israël. Ajoutons à cela la maîtrise des messages, avec un « plan com » israélien cyniquement efficace – le même que celui qui a fait le triomphe de Donald Trump : c'est le combat du bien contre le mal, avec un mot clé : « terrorisme ». Il permet de faire comme si tout avait commencé le 7 octobre et donc d'inverser les rôles entre coupable et victime. Le travail de désinformation peut dès lors se déployer : exploiter à l'envi la fibre émotionnelle à propos des otages et anonymiser les Gazaouis, traités comme une masse informe. Sans oublier, bien sûr l'anathème d'antisémitisme.

Qualifier les dérapages sanglants de l'attaque du 7 octobre d'actes terroristes n'a rien d'excessif. Doit-on pour autant réduire l'ensemble du Hamas à une organisation terroriste? Il y a là une rhétorique qu'aucun observateur sérieux ne peut accepter. Ce serait nier les tentatives de négociation de cette organisation (2), ce serait nier les luttes internes entre « Hamas politique » et « branche armée du *Hamas* » ⁽³⁾, ce serait nier enfin qu'il faudra peu ou prou négocier avec lui – négociation qu'Israël a de toute façon déjà discrètement engagée dès la fin octobre à l'ombre du Qatar!

Les dénis de toute antériorité au 7 octobre sont légion. Depuis Manuel Valls qui reproche à Dominique de Villepin de «faire d'Israël un éternel coupable », jusqu'à la lettre des présidents d'universités israéliennes à leurs collègues internationaux dans laquelle ils s'inquiètent que « l'arène globale de l'opinion publique » exprime « une tendance alarmante à présenter Israël comme un oppresseur » (sic), l'indignation manipulatoire bat son plein. Comment ces manipulations sont-elles possibles? Grâce

au soupçon d'antisémitisme dont tout opposant est immédiatement crédité! Et de répéter sur tous les tons que le Hamas a agi par haine des Juifs... Affirmation d'autant mieux érigée en évidence qu'elle ignore délibérément la charte du Hamas! On peut pourtant y lire (paragraphe 16) : « Le Hamas affirme qu'il s'oppose au projet sioniste, et non pas aux Juifs en raison de leur religion [...] En réalité, ce sont les sionistes qui assimilent constamment le judaïsme et les Juifs à leur projet colonial ».

Tromper l'opinion, c'est aussi manipuler les images. Dans leur contenu, bien sûr, mais aussi techniquement : d'un côté, des plans rapprochés - intimes - de familles d'otages dévastées, qui nous vont évidemment droit au cœur. De l'autre, des plans larges – anonymes – de Gaza, avec de temps en temps un plan furtif sur des personnes agitées qui explosent de colère. Empathie maximale d'un côté, froideur descriptive, implicitement accusatrice, de l'autre...

Au milieu de cette guerre des mots et des images, écoutons Bassem Youssef, cet humoriste américain dont l'interview du 17 octobre sur Talk TV a fait le tour du monde. En une formule, il remet les pendules à l'heure : « Israël se victimise toujours. Mais je n'ai jamais vu une victime assiéger son oppresseur 7 jours sur 7 et 24 h sur 24 ».

Le piège des mots

> Terroriste/acte terroriste/organisation terroriste. Des mots qui font peur, qui expriment une violence extrême. Mais une notion à contours flous, non définie en droit international et qui laisse donc une grande marge d'appréciation. Mots qui font appel aux affects et entraînent la polémique : « les terroristes des uns sont les résistants des autres ». A contrario, crimes de guerre/crimes contre l'humanité/crime de génocide sont des termes qui renvoient au droit, qui sont donc plus précis. Les crimes de guerre peuvent et doivent être jugés par les Cours internationales.

> Guerre Israël-Hamas? Jusqu'à la destruction de l'ennemi?



Un mouvement, une idée peuvent-ils vraiment disparaître? On doit plutôt dire guerre d'Israël contre le peuple palestinien : en Cisjordanie, où le Hamas est peu représenté, les emprisonnements, les morts, le nettoyage ethnique s'accélèrent depuis le 7 octobre. Et à Gaza, les « civils » déplacés pourront-ils revenir? > 240 otages israéliens: selon Rony Brauman la moitié sont (1) https://www.un.org/fr/genocideprevention/genocide.shtml

des « prisonniers de guerre ». Et les otages palestiniens? C'està-dire les prisonniers en « détention administrative ». Au moins 3000 de plus depuis le 7 octobre, détenus illégalement; huit d'entre eux seraient morts sous la torture. Les plus de 2 millions de Gazaouis, sous blocus depuis plus de 16 ans et au moment d'écrire, sous un siège total, martyrisés depuis le 7 octobre, sont-ils otages d'Israël?

> « Droit d'Israël à se défendre » : c'est un véritable permis de tuer. Qu'en est-il du droit de l'occupé à se défendre, y compris par la lutte armée (Res. NU 2621 XXV du 12/12/70 de l'ONU et art 1^{er} § 4 convention de Genève 8/6/77)? La défense doit être proportionnée, or combien de civils palestiniens assassinés pour un membre du Hamas tué? Combien de Palestiniens devront être tués pour apaiser la mort de 1 200 Israéliens? Sans parler des privations et des destructions dans le cadre de la doctrine Dahiya, ou théorie de l'usage disproportionné de la force.

> Droit d'Israël à la sécurité. Oui! Mais massivement, depuis 75 ans ce sont les Palestiniens qui meurent, qui subissent les déplacements forcés et les démolitions. La force a-t-elle iamais durablement apporté la sécurité? Israël ne sera en sécurité que par la justice...

Génocide (1): Dès 1946, « Génocide » désigne, pour l'ONU, un crime de droit international. Mais, argant qu'il a été créé en 1944 pour qualifier l'Holocauste, Israël nie être concerné. Pourtant, l'article II de la Convention sur le génocide désigne « des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale » de groupes particuliers d'individus ainsi que « la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Selon de nombreux juristes la question est tranchée. Qui gagnera la guerre des

Bernard Devin et Mireille Sève

Dominique de Villepin : une voix dissonante qu'il faut entendre

« Il faut sortir du cycle de la vengeance [...] l'usage de la force est une impasse qui ne permet pas d'assurer la sécurité », a-t-il déclaré à propos de Gaza dans plusieurs interviews. « La sécurité c'est la justice », sinon « les enfants tués produiron inévitablement de nouveaux terroristes ». Ses propos ont déclenché la fureur des pro-Netanyahou, pourtant son discours a le mérite de la constance.

En juillet 2014 déjà, au moment où l'armée israélienne engageait sur Gaza les massacres de l'opération « bordure protectrice », l'ancien premier ministre s'inquiétait dans le Figaro du silence de la France face à l'escalade de la violence, « par mauvaise conscience, par intérêt mal compris, par soumission à la voix du plus fort ».

« Nous avons un devoir de vérité face à un conflit où chaque mot est piégé, où les pires accusations sont instrumentalisées » déclarait-il alors. Et il énonçait trois vérités qui, neuf ans plus tard, restent plus que jamais pertinentes. Tout d'abord « il n'y a pas en droit international de droit à la sécurité qui implique en retour un droit à l'occupation et encore moins un droit au massacre ». Puis : « On ne peut se prévaloir du fait que le Hamas instrumentalise les civils pour faire oublier qu'on assassine ces derniers ». Et enfin : « il y a une terreur en Palestine et en Cisjordanie, organisée et méthodique,

appliquée par les forces armées israéliennes, comme en ont témoigné de nombreux officiers et soldats israéliens écœurés par le rôle qu'on leur a fait jouer ».

Il souhaitait alors réveiller la société israélienne devenue sourde. Pour lui, seules des sanctions économiques ciblées et graduées permettraient que s'applique enfin la justice. Et il déclarait : « Nous n'avons pas le droit de nous résigner à la guerre perpétuelle. Parce qu'elle continuera de contaminer toute la région. Parce que son poison ne cessera de briser l'espoir même d'un ordre mondial. Une seule injustice tolérée suffit à remettre en cause l'idée même de la justice ».

Aujourd'hui, à ceux qui prétendent qu'il n'y a pas d'interlocuteurs pour la Paix, il rétorque qu'ils ont été méthodiquement marginalisés par le gouvernement d'Israël. Et d'évoquer Marwan Barghouti, emprisonné depuis 21 ans, dont chacun sait qu'il aurait l'autorité pour engager des négociations et faire l'unité des Palestiniens. De Villepin, l'une des voix qu'il faut entendre pour sortir de la conflictualité sans fin au

Bernard Devin

⁽¹⁾ Le CPJ, Comité pour la Protection des Journalistes est basé à New York. Site : cpj.org

⁽²⁾ Dès juin 2006, au lendemain de son élection à Gaza, Haniyeh, leader politique du *Hamas*, envoyait au président Bush un appel au dialogue sur la base de la reconnaissance des frontières de 1967. Appel porté par Jérôme Segal, fondateur du Lobby juif pour la Paix, chercheur à l'université du Maryland : « je n'ai jamais eu de réponse... » a écrit Segal en 2014 (cf. Sandy Tolan, Le pouvoir de la musique. Ed Riveneuve, pages 302 et 309).

⁽³⁾ Cf. Charte du Hamas de mai 2017 - paragraphe 20 : le Hamas envisage la possibilité de « création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967

Mariam Abudaqqa, présidente d'honneur du congrès de l'AFPS

Mariam Abudaqqa, figure historique de la résistance palestinienne et défenseuse des droits des femmes, a été invitée à venir pour la première



fois en France à l'automne dernier, pour une série de conférences organisée à l'initiative du collectif Palestine en résistances de Marseille, avec la participation d'autres associations de solidarité, dont l'AFPS.

Munie d'un visa de cinquante jours délivré par le consulat de France à Jérusalem, Mariam est

arrivée de Gaza le 30 septembre, son billet d'avion retour était réservé pour le 11 novembre.

Née en 1951 à Khan-Younis (Bande de Gaza), Mariam a été incarcérée dans les prisons israéliennes entre l'âge de 15 et 17 ans pour faits de résistance à l'occupation, puis exilée de force pendant près de 30 ans, sans contact avec sa famille, avant de pouvoir rentrer à nouveau à Gaza. Titulaire d'un doctorat en philosophie obtenu en Bulgarie, elle milite depuis 55 ans pour la liberté et l'indépendance, pour la justice et l'égalité pour les femmes palestiniennes et toutes les femmes du monde. Membre du Front populaire de libération de la Palestine, et membre de l'Union générale des Femmes palestiniennes depuis sa création, elle est particulièrement engagée dans le soutien aux prisonnières politiques palestiniennes. Elle préside le conseil d'administration de l'association féministe « Palestinian Development Women Studies Association à Gaza.

Dès le début de sa tournée en France, des mesures visant à empêcher Mariam de s'exprimer sont prises par les autorités françaises : à Lyon, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche demande l'annulation de son intervention lors de la conférence prévue à l'Université de Lyon 2, à Metz et à Montauban les conférences sont interdites par arrêté préfectoral, à Martigues et Marseille les salles retenues de longue date annulent les réservations...

Mais cela ne suffit pas. Le 14 octobre Mariam est arrêtée à Marseille : un arrêté d'expulsion en urgence a été pris à son encontre par le Ministère de l'intérieur sous prétexte de « la menace qu'elle représente pour l'ordre public dans le contexte de vives tensions » relatives à la guerre au Proche-Orient. Son visa lui est retiré, elle est assignée à résidence avec obligation de pointer quotidiennement au commissariat. Pendant ce temps, la maison de Mariam à Gaza est bombardée et plusieurs membres de sa famille sont tués (plus de 60 personnes au cours de son séjour). Son cœur et son esprit sont là-bas, dit-elle, elle veut crier la douleur de son peuple et on veut la réduire au silence. Alors que sa famille meurt, elle ne peut pas parler d'eux, on lui interdit de faire entendre la voix des femmes et des enfants de Gaza!

Le juge des référés du tribunal administratif de Paris qui est immédiatement saisi, suspend le 20 octobre l'arrêté d'expulsion au motif que celle-ci n'est « ni nécessaire, ni adaptée, ni proportionnée à la nature des troubles à l'ordre public que sa présence est susceptible d'entraîner ». Le tribunal administratif relève même que, durant son

séjour en France, la militante n'a « pas appelé à soutenir le Hamas, ni tenu de propos antisémites, ni commis d'agissements de provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence contre un groupe de personnes en raison de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion ». De fait, lors de ses prises de paroles, Mariam s'exprime toujours de façon posée pour rappeler que le peuple palestinien sous occupation illégale ne demande que la liberté et l'indépendance, en application du droit international, et pour porter un message d'espoir qui ne la quitte jamais malgré les massacres qui déciment la population de Gaza.

Mais le ministère de l'intérieur s'entête à vouloir faire taire la voix de Mariam et saisit en appel le Conseil d'Etat qui rend son ordonnance le 8 novembre. Tout en confirmant qu'« aucun trouble matériel à l'ordre public n'a été constaté à l'occasion de ses interventions publiques », le CE annule cependant la décision du tribunal administratif et valide l'arrêté d'expulsion de Mariam au motif que « sa présence sur le sol français, en vue de s'exprimer sur le conflit israélo-palestinien [...] est susceptible de susciter de graves troubles à l'ordre public » et ce, du fait de son appartenance au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne (quand bien même ce parti de la gauche laïque palestinienne est une composante de l'OLP, organisation internationalement reconnue comme représentant le peuple palestinien).

Dans la nuit qui suit, alors qu'elle rejoint son domicile à Paris au sortir d'une projection-débat du film Yallah Gaza, Mariam est violemment interpellée par cinq hommes en civil qui se jettent sur elle par surprise en se déclarant être de la police et en bousculant les personnes qui l'accompagnent dont une se retrouve au sol. Mariam est « jetée » à l'arrière d'une voiture banalisée qui démarre à toute allure. Ses avocates, prévenues de cette interpellation scandaleuse digne de celle d'un grand criminel, ont toutes les difficultés à obtenir des informations sur le lieu où elle est retenue. Des rassemblements pour dénoncer cet acharnement contre Mariam et pour demander sa libération, sont organisés devant les deux lieux où elle est successivement retenue avant d'être transférée le 10 novembre au centre de rétention administrative de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle. Le soir même, malgré la mobilisation citoyenne et les interpellations au plus haut niveau par différentes organisations parmi lesquelles l'AFPS et la LDH dénonçant les traitements humiliants faits à Mariam et demandant qu'elle quitte la France librement par son vol réservé pour le 11 novembre, Mariam est mise de force dans l'avion pour le Caire. Elle y attend depuis de pouvoir entrer à Gaza pour y retrouver ses proches qui auront pu survivre aux massacres en cours.

Jointe au téléphone peu avant de monter dans l'avion, Mariam dit être profondément choquée et traumatisée d'avoir été traitée comme une criminelle de droit commun, comme une vulgaire voleuse : « c'est une honte pour la France! Ce qui m'arrive est à l'image de ce qui arrive à l'ensemble du peuple palestinien, cela ne fait que renforcer ma détermination à poursuivre notre lutte pour la liberté et l'indépendance ».

Nous sommes à ses côtés pour continuer cette lutte et pour que ses droits à venir librement en France et s'y exprimer soient restaurés.

V. H.

Les États arabes et la question palestinienne

Seconde partie : de la première Intifada aux accords d'Abraham

La primauté de la résistance intérieure et sa division

Entre 1967 et 1987 la population palestinienne de Cisjordanie et Gaza a augmenté de presque 75 %. Un Palestinien sur deux est né sous occupation; la résistance palestinienne se développe désormais à l'intérieur. Sa première manifestation en est la première *Intifada* (1987-1993). Elle est suivie de la Conférence de Madrid (1991) qui n'aboutira pas à une solution pérenne, puis des accords d'Oslo (1992), de la division de plus en plus profonde de la résistance palestinienne, de la seconde Intifada (2001-2005), puis des accords d'Abraham (2022).

La première Intifada 1987-1993

Vingt ans après la guerre de 1967, la population palestinienne vit mal l'occupation israélienne : humiliations quotidiennes, conditions de travail, les Palestiniens sont payés deux fois moins que les israéliens. Des fouilles quotidiennes sont effectuées même dans leurs domiciles.

Les Palestiniens sont confrontés au désintérêt progressif des chefs d'État arabes. Lors des sommets de la Ligue arabe, la question palestinienne est classée en bas de la liste des priorités. Même quand les dirigeants arabes s'intéressent à la question, ils n'ont aucune solution à proposer.

Sur le plan territorial, Jérusalem-Est, accaparée par Israël est déclarée capitale « éternelle et indivisible ». L'accès à l'esplanade du Temple et aux lieux saints musulmans est sévèrement réglementé. Des terres sont annexées pour assurer le statut de Jérusalem comme capitale indivisible et pour créer des colonies qui ont pour but de garantir des frontières sûres.

En décembre 1987 éclate la première *Intifada*. Cette mobilisation est populaire, pacifique mais Israël tire à balles réelles. Les peuples arabes se mobilisent et l'image d'Israël est sérieusement entachée. Le 22 décembre 1987, la résolution 605 qui déplore « *les politiques et les pratiques d'Israël qui violent les droits du peuple palestinien* », est votée au conseil de sécurité de l'ONU.

L'*Intifada* permit la « réapparition » du problème palestinien et sa mise à l'ordre du jour aux Nations unies en tant que problème devant être résolu.

À partir de 1988 la Jordanie rompt avec la Palestine. Le 14 septembre Arafat s'adresse au Parlement européen et le 15 novembre, au Congrès national palestinien d'Alger, et proclame la déclaration d'indépendance de la Palestine avec Jérusalem-Est comme capitale. Beaucoup de pays dans le monde reconnaissent l'État de Palestine sauf l'Europe et les États-Unis. À l'AG de l'ONU qui se tient à Genève du 13 au 16 décembre 1988, Arafat accepte les résolutions 242 et 338 et donc l'existence d'Israël. Dans la foulée les États-Unis acceptent le dialogue avec l'OLP mais en juin 1990 Israël refuse toute reconnaissance de l'OLP.

La Conférence de Madrid de 1991

En 1990-91 c'est la guerre du Golfe. À la suite de cette guerre, les autorités étasuniennes décident de travailler à la question palestinienne et au processus de paix. Les relations avec Israël se refroidissent, les États-Unis défendent, sur le plan économique, leurs intérêts pétroliers dans la région du Golfe, et ils entendent appliquer le même droit aux Territoires palestiniens que celui appliqué au Koweit. Conduites par le secrétaire d'État américain James Baker, des négociations sont entreprises avec Israël, la Syrie, les Palestiniens (Palestiniens de l'intérieur, c'est-à-dire des Territoires occupés, non-membres de l'OLP), la Jordanie et le Liban. Les États-Unis cherchent à normaliser les relations entre Israël et les États arabes.

Sont invités à la conférence Israël, la Syrie, la Jordanie, les Palestiniens (au sein d'une délégation mixte avec la Jordanie), l'Égypte, le Liban, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, l'ONU, la présidence de la Communauté européenne, les États-Unis et l'URSS. La conférence se tiendra à Madrid. À la demande de Shamir, Premier ministre israélien, l'OLP et les représentants de Jérusalem sont écartés et remplacés par une délégation jordano-palestinienne.

La conférence est ouverte le 30 octobre 1991 à Madrid par le Premier ministre espagnol Felipe Gonzales. Le président Bush intervient sur la paix, paix à laquelle Israël doit être intégré par des traités dans les domaines économique, culturel, sécuritaire et diplomatique. Suit le président Gorbatchev qui parle également de la normalisation des relations avec Israël.

À la clôture de la conférence le 1er novembre, les Israéliens demandent que les négociations se déroulent en alternance en Israël et dans une des capitales arabes concernées. La conférence suivante se déroule à Washington en décembre. Les négociations se tiennent du 9 au 18 décembre. Israël exige que la délégation palestinienne soit composée de « Palestiniens de l'extérieur », et non de membres de l'OLP. À la première conférence multilatérale organisée à Moscou en janvier 1992, la délégation palestinienne ne se rend pas, n'étant pas constituée. Quant aux Syriens et aux Libanais, ils refusent d'y

18 Palestine Solidarité janvier 2024 janvier 2024

participer. Sur le terrain, la violence reprend entre Israéliens et Palestiniens.

Après la victoire électorale d'Yitzhak Rabin aux élections du 23 juin 1992 le processus engagé à la suite de la conférence de Madrid aboutit à la reprise, à Oslo, des négociations directes entre les représentants de l'OLP et le gouvernement israélien : ce « processus d'Oslo » aboutit à une Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre 1993 par Arafat et Rabin. Soutenue par le Fatah et les modérés de l'OLP, elle est en revanche dénoncée par certains partis de l'OLP, notamment le FPLP. La division de la résistance palestinienne va rapidement s'accentuer. Au niveau international, une majorité de pays soutient le processus d'Oslo, une minorité s'y oppose. En Israël, la droite et l'extrême droite vilipendent de manière particulièrement violente les accords d'Oslo. Rabin est assassiné en 1994.

La seconde Intifada (2001-2005)

Le 28 septembre 2000, la provocation de Sharon sur l'Esplanade des mosquées déclenche la seconde Intifada, ou Intifada Al-Aqsa avec son déferlement de violence, jusqu'à février 2005. Israël la décrit comme une campagne de terrorisme palestinien, tandis qu'elle est considérée par les Palestiniens comme une révolte contre l'occupation et la colonisation.

Elle est marquée par des émeutes dans les territoires occupés auxquelles se joint la population palestinienne de nationalité israélienne.

Sharon devient Premier ministre en 2001 et s'attaque aux villes sous autorité palestinienne et aux camps de réfugiés. Arafat est enfermé dans la Mougat'ha à Ramallah et meurt à Paris en 2004. Cette situation n'entraîne pas de réaction des États arabes. Au Sommet de Beyrouth en mars 2002 les États arabes proposent à Israël un plan de paix reprenant le Plan Fadh plus ancien de 20 ans. Israël le rejette.

De 2005 à 2020

Les années 2000-2010 connaissent des événements importants dans tout le Proche-Orient : invasion de l'Irak, élection de Mahmoud Abbas suivie d'élections législatives en 2006 qui voient la victoire électorale du Hamas; privé de son succès, il se replie à Gaza et y installe son gouvernement en excluant militairement le Fatah. Les pays arabes choisissent un camp, soit le Fatah, soit le Hamas, ce qui aggrave le déchirement intra-palestinien.

Les mouvements sociaux dans les pays arabes à partir de fin 2010 n'ont pas mis en avant la question de la Palestine. Pas de drapeaux palestiniens dans les manifestations mais le sentiment d'humiliation ressenti depuis très longtemps par les populations pèse. Lorsque l'armée israélienne détruit le camp de Jénine à coups de bulldozers et massacre, une Palestinienne hurle sa colère « Wen el arab? » (Où sont les Arabes?).

Les accords d'Abraham, 2020

Les accords d'Abraham sont deux traités de paix entre Israël et les Émirats arabes unis d'une part, et entre Israël et Bahreïn

Traité de paix entre Israël et les Émirats. Le préambule du traité de paix fait état du conflit israélo-palestinien, rappelle les traités de paix israélo-égyptien de 1979 et israélo-jordanien de 1994, affirme que les deux parties au traité reconnaissent « que les peuples arabe et juif sont les descendants d'un ancêtre commun, Abraham, et aspirent à favoriser une vision réaliste d'un Proche-Orient où vivent musulmans, juifs, chrétiens et peuples de toutes confessions, dénominations, croyances et nationalités dans un esprit de coexistence, de compréhension et de respect mutuels ». Dans cet esprit, les deux parties « s'engagent à poursuivre leurs efforts pour parvenir à une solution juste, globale, réaliste et durable du conflit israélopalestinien », et à travailler ensemble « pour parvenir à une solution négociée au conflit israélo-palestinien qui réponde aux besoins et aux aspirations légitimes des deux peuples, et pour faire progresser la paix, la stabilité et la prospérité globales au Moyen-Orient ».

Déclaration de paix entre Bahreïn et Israël. Outre l'établissement de relations diplomatiques, commerciales, économiques et culturelles, la déclaration entre Israël et Bahrein mentionne l'engagement des deux parties à « une solution juste, complète, et durable au conflit israélopalestinien ». Les relations diplomatiques entre les deux pays sont formalisées le 18 octobre 2020.

Les accords d'Abraham sont suivis en octobre 2020 d'un accord de normalisation des relations diplomatiques entre Israël et le Soudan puis en décembre d'un accord de normalisation des relations diplomatiques entre Israël et

L'Autorité palestinienne dénonce pour sa part une « trahison méprisable » car ces accords montrent que le retrait d'Israël de toute la Cisjordanie n'est plus un préalable à la reconnaissance d'Israël par les pays arabes. Ces accords ont brisé une position commune arabe selon laquelle aucune entente n'était possible avec Israël sans résolution préalable du conflit israélo-palestinien.

GT Formation

Bibliographie:

- > Bocquet J., Les États arabes et la question palestinienne. Cahiers de l'AFPS N° 3. Paris. 2002
- > Carré O., Le mouvement national palestinien, Éd. Gallimard, Paris, 1977
- > Carré O., Le nationalisme arabe, Éd. Fayard, Paris, 1993
- > Picaudou N., Les Palestiniens un siècle d'histoire Éd. Complexe, Bruxelles, 2003
- > Pappe I., Le nettoyage ethnique de la Palestine, Éd. Fayard, Paris, 2008

De Bruxelles avec la CECP une mobilisation sous des formes variées



le 7 octobre, l'attaque incroyable d'Israël contre la bande de Gaza assiégée a causé des morts innombrables (1), pour la plupart des femmes et des enfants.Israël a écrasé Gaza de manière aveugle, intensive, coupé tous les approvisionnements, bombardé écoles et hôpitaux, rasant des quartiers et éliminant des familles entières. Les experts de l'ONU ont appelé à « prévenir le génocide » et mis en garde contre le « nettoyage ethnique massif des Palestiniens ». Pour la première fois depuis son entrée en fonction, le secrétaire général des Nations unies a invoqué, début décembre, l'article 99 de la Charte pour convoquer une réunion du Conseil de sécurité sur la catastrophe en cours, menace sérieuse pour la paix et la sécurité mondiales.

Nous, citoyens européens, avions peine à croire l'unilatéralisme des médias mainstream, répété par les représentants et fonctionnaires de l'UE. Nous entendions rarement le contexte, l'inégalité des deux camps, les souffrances d'un peuple durant 75 ans d'occupation brutale et de régime d'apartheid, l'attaque de représailles de l'oppresseur. Il était donc important pour la CECP, de se mobiliser, de faire pression sur les gouvernements et institutions européennes pour des mesures enfin concrètes, exigences du droit international. Ce que nous avons fait avec les députés européens notamment, pour renforcer l'unité de nos amis et élargir leur cercle, connaître et soutenir leurs initiatives : résolutions sur la suspension de l'accord d'association avec Israël, sur des restrictions sur les visas, un cessez-le-feu immédiat... Nos membres ont aussi organisé des réunions avec des diplomates européens ainsi qu'avec leurs propres représentants afin d'exercer une pression (incomparable, hélas, avec le lobby israélien) et d'exiger la justice pour le peuple palestinien, en commençant par un cessez-le-feu complet.

Nos membres (2) basés à Bruxelles, en coopération avec d'autres partenaires, ont organisé l'une des plus grandes manifestations de solidarité dans le quartier européen, avec environ 60 000 personnes. En Suède, les « Mardis pour la Palestine » ont été lancés pour mobiliser les étudiants. En Irlande, au Royaume-Uni, en France, des manifestations massives ont eu lieu. En Finlande, en Slovénie, en Autriche, au Luxembourg, en Allemagne et en Italie, des événements éducatifs, des veillées ont été organisés en solidarité avec le peuple palestinien.

Soutenus par la société civile palestinienne (3) et des organisations de défense des droits humains comme Al Haq, PIPD, MIFTAH (4), Community Actions Center-Al Quds (5), Addameer, Stop the Wall, La campagne internationale BDS... nous avons organisé une série de réunions avec des fonctionnaires de l'UE pour transmettre le message : cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, fourniture d'aide humanitaire et ouverture de couloirs humanitaires, embargo militaire, interdiction de visas pour les colons israéliens, recours à la juridiction universelle à l'endroit des fonctionnaires israéliens responsables du génocide.

La réponse de l'UE a été un soutien total à Israël, sans égard pour le droit international, ce qui a conforté son impunité dans sa guerre génocidaire. Outre un soutien diplomatique, les États continuent à fournir de l'armement à Israël et avalisent les opérations de ses entreprises d'armement à Gaza. Une réelle complicité dans les violations du droit international.

Alors qu'Israël intensifiait sa campagne militaire, les syndicats palestiniens ont appelé, le 16 octobre (6), à mettre fin à toutes les formes de complicité avec ces crimes, en arrêtant d'urgence le commerce des armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaires. Nous savions que cette situation génocidaire ne pouvait être évitée que par la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine, capable de freiner la machine de guerre israélienne.

Au sein du Réseau syndical européen pour la justice en Palestine (7), nous avons mobilisé les organisations pour des actions directes et un soutien aux syndicats palestiniens. Les travailleurs ont organisé des actions sur leurs lieux de travail, appelant leurs collègues à refuser de charger et/ou de décharger des navires destinés à Israël, publiant des déclarations et organisant des événements publics. Des travailleurs de Gênes et de Barcelone, des transporteurs belges et des marins du Pirée ont refusé de transporter et de manipuler des armes destinées aux crimes de guerre à Gaza. Des travailleurs et des militants aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et ailleurs ont bloqué des installations d'armement. Ce refus d'être complices de l'injustice nous a fait chaud au cœur.

La CECP, comme les peuples d'Europe et du monde, a pris position pour le peuple palestinien et a à nouveau envoyé un message puissant : notre force collective peut contribuer à la paix en Palestine!

Aneta Jerska, coordinatrice, CECP

^{(1) 18 000} au 6 décembre 2023

^{(2) 40} organisations dans près de 20 pays d'Europe : Allemagne, Autriche, Belgique, Écosse, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume uni, Slovénie, Slovaquie, Suède, Suisse

Bas, Republique teneque, Royaume uni, Stovenie, Stovaquie, Suece, Suisse

(3) Adalah, Adameer, Al-Haq, PCHR (Palestinian Centre for Human Rights), UAWC (Union of Agricultural Workers Committee), UPWC (Union of Palestinian Women's Committee), CIHRS (Centre for International Studies on Human Rights), Defense for Children International, PIPD etc; voir https://palcivilsociety.com/

(4) Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (http://www.miftah.org/Programmes/MIFTAHProfile2019.pdf)

⁽⁵⁾ https://cac.alquds.edu/en/about.html

⁽⁶⁾ https://www.humanite.fr/en-debat/gaza/appel-urgent-des-syndicats-palestiniens-mettez-fin-a-toute-complicite-arretez-darmer-israel, et https://www.etun-palestine.org/site/2023/10/16/an-urgent-call-from-palestinian-trade-unions-end-all-complicity-stop-arming-israel/

⁽⁷⁾ http://www.etun-palestine.org/site/



L'UJFP face au 7 octobre 2023 et après

Les faits

Le surgissement d'une violence terrible et insupportable lors de l'attaque du sud d'Israël par des forces palestiniennes a bouleversé et suscité une légitime émotion. Mais immédiatement, il a fallu admettre que la réponse sanglante et disproportionnée du régime sioniste était malheureusement prévisible et qu'il allait falloir que nous préparions à soutenir le peuple palestinien sous occupation israélienne

Le contexte

La source de la violence est le colonialisme et le racisme du régime sioniste et sa responsabilité est entière.

Ainsi, c'est le chaos installé à Gaza, assiégée depuis 17 ans par la puissance coloniale, ainsi qu'en Cisjordanie et à Jérusalem, qui rejaillit et entre violemment sur le territoire israélien. Les guerres coloniales sont des guerres sales. Et la résistance armée ou non à l'occupant israélien est légitime.

Alors soyons clairs : ce n'est pas une guerre d'Israël contre le *Hamas*, c'est une guerre de destruction contre l'ensemble du peuple palestinien, avec pour but ultime « d'achever la guerre de 48 » pour reprendre une expression d'Ariel Sharon. Détruire définitivement Gaza. Transformer ce territoire en monceau de ruines vidé de ses survivant·es, annexer l'essentiel de la Cisjordanie.

Israël ne se défend pas. Israël agresse en permanence une population qui vit dans une prison à ciel fermé depuis 17 ans.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme contre les musulmans

En Israël, il y a un État qui se dit juif, qui prétend parler au nom des Juifs du monde entier et qui considère toute critique de sa politique comme antisémite ; c'est le cas de l'antisionisme ou même de la campagne BDS.

En France le pouvoir soutient inconditionnellement les positions du régime sioniste, ce qui lui permet de justifier ses politiques islamophobes et séparatistes, dans la ligne directe de son passé colonial. C'est ainsi:

- > Qu'il s'empare de la guerre Israël contre le peuple palestinien pour en faire un conflit de civilisation.
- > Qu'il instrumentalise le vécu des Juifs et notamment leur rapport à la destruction des Juifs d'Europe à des fins islamophobes, la majorité de la communauté juive française étant malheureusement encore d'accord pour se prêter au rôle qu'on
- > Qu'il favorise et entretient l'antisémitisme : en censurant les manifestations de soutien au peuple palestinien ou en organisant une « marche contre l'antisémitisme », sans dénoncer les autres formes de racisme, en défilant avec des islamophobes et des racistes avérés.
- > Qu'il tolère les actes et les déclarations contre tout ce qui est arabe, noir, rom, musulman, mais qui dit « contre les Juifs, c'est interdit »! Comme si ça protégeait les Juifs!
- > Qu'il maintient Georges I. Abdallah en prison. Tout le travail de l'UJFP consiste à desserrer cet étau, et ce

contester une idéologie. Être antisémite c'est être raciste, c'est haïr les Juifs pour ce qu'ils sont. On peut certes cumuler, mais l'antisionisme est légitime et l'antisémitisme non.

piège. Être antisioniste c'est faire de la politique, critiquer ou

Alors, comment lutter clairement contre l'antisémitisme, aujourd'hui?

Tout acte antisémite avéré doit être condamné, mais il ne peut l'être efficacement que si l'on refuse qu'on se serve des Juifs pour désigner un ennemi intérieur : le jeune racisé de banlieue, le Musulman, le Rom, l'étranger, le sans-papiers...

Il ne faut pas se tromper de combat, et nous n'acceptons pas les manœuvres visant à déclarer antisémites tous les Musulmans de France ou la gauche critique de l'État d'Israël et en effaçant l'antisémitisme de l'extrême droite au point d'accepter le RN dans une manifestation contre l'antisémitisme!

Lutter contre l'antisémitisme, c'est lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Et c'est ensuite travailler avec tous les racisés à la construction d'un front antiraciste respirable et pour la justice et l'égalité de tous. Et dans ce combat, nous ne sommes pas aux côtés des racistes de tout poil qui légitiment les violences racistes policières et qui défendent le droit d'Israël à écraser Gaza sous les bombes.

Victimisation d'Israël et instrumentalisation de la destruction des Juifs d'Europe

La peur est un moteur pour l'apartheid israélien et pour l'adhésion de beaucoup de Juifs à la politique meurtrière d'Israël. La société israélienne est conditionnée par cette peur! Et elle a « véritablement » cru qu'elle était confrontée à sa destruction, à un pogrom et soutient dans sa grande majorité son gouvernement vengeur. Mais l'État sioniste n'est pas une victime. Il utilise la destruction des Juifs d'Europe pour justifier qu'il puisse se dérober à toute critique et sanctifier le moindre de ses actes, fut-il destructeur de l'Autre.

Ce sont les Israéliens qui sont en train de se déshumaniser, en acquiesçant aux propos du ministre de la Défense Yoav Galant qui ose affirmer que les Palestiniens seraient des « animaux humains ».

Défendre la Palestine, c'est lutter pour nous-mêmes.

Le « monde libre » a pu nous abuser un moment en dénonçant avec nous les crimes de guerre commis en Syrie, en Iran, contre les peuples ukrainien ou ouighour. L'appui inconditionnel donné aux massacreurs israéliens le rend complice :

- **)** De l'extermination de la population gazaouie ou de son déplacement forcé dans le Sinaï pour rendre Gaza vide de Palestiniens.
- **)** Des exactions, déplacements forcés et pogroms commis par les colons de Cisjordanie
- **)** Du piétinement d'un « droit international » dont il prétend

Les universités en Palestine AURDIP



L'association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine*a été fondée en 2009, d'une part pour promouvoir l'application du droit international sur tout le territoire de la Palestine mandataire, et d'autre part pour soutenir les universités palestiniennes et leurs personnels, étudiants, enseignants-chercheurs, administratifs. Un certain nombre des fondateurs connaissait bien les universités palestiniennes, et les conditions dans lesquelles elles vivent et travaillent.

contexte est important. Alors qu'Israël cultive et qui nous contraignent à le surveiller en permanence et à en son image de puissance scientifique et technique, et en fait un outil de domination culturelle, mais aussi militaire, peu de gens connaissent l'existence des universités palestiniennes. Elles sont pourtant essentielles pour la société, qui est très attachée à l'éducation, pratiquement la seule chose que l'occupant ne contrôle pas directement. C'est de haute lutte que les Palestiniens ont conquis leurs universités et ils y tiennent, même si les conditions de l'occupation, et le blocus de Gaza, font que les débouchés pour les diplômés sont rares. Quant aux enseignants, ils ont pour la plupart été formés à l'étranger, surtout aux USA, mais aussi en France, dans d'excellentes universités. Ils ont fait le choix de rentrer en Palestine, où ils rencontrent bien entendu des conditions de travail très inférieures à celles qui auraient été les leurs s'ils étaient restés à l'étranger. Les aider à rentrer pleinement dans la communauté scientifique internationale, alors qu'ils ne peuvent pas voyager ni communiquer entre eux, nous a paru une tâche importante.

Aux débuts de l'AURDIP, nous nous proposions de faire connaître dans les universités françaises la situation des universités palestiniennes, et ce que subissaient étudiants et enseignants. Nous nous sommes immédiatement heurtés, non aux check-points de l'armée israélienne, mais à ceux des autorités universitaires françaises. Les présidents d'université, obtempérant aux instructions ministérielles, nous ont systématiquement refusé l'autorisation d'organiser séminaires ou conférences, au motif que cela entraînerait des troubles à l'ordre public, qui n'auraient certainement pas été de notre fait! En conséquence, nous nous sommes rabattus sur d'autres modes d'action. Prenant appui sur notre légitimité d'universitaires respectés, nous avons écrit aux autorités européennes et françaises, aux universités et aux entreprises, pour dénoncer les violations incontestables du droit international en Palestine et demander l'application des rares mesures qui ont été prises, comme l'étiquetage des produits des colonies et l'interdiction de financer des activités scientifiques localisées en tout ou partie dans celles-ci. Nous avons relayé les informations sur ces sujets, rapports d'ONG, analyses politiques, témoignages de terrain. Devant l'aggravation constante de la situation sur le terrain, et la scandaleuse indifférence des gouvernements occidentaux, nous nous sommes ralliés au PACBI (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israël), et notre site est devenu une tribune sur le sujet. Son succès se mesure malheureusement au nombre d'attaques dont il est l'objet,

renforcer la sécurité.

Sur la situation actuelle, la position de l'AURDIP est claire. Le raid du 7 octobre, avec ses 1 200 victimes, dont des femmes et des enfants, et ses otages, est un crime de guerre, même si, comme dit avec justesse le secrétaire général de l'ONU, il ne tombe pas du ciel. Les bombardements et l'invasion de Gaza, qui à l'heure actuelle ont fait plus de 15 000 morts, dont des femmes et des enfants, constituent également un crime de guerre, peutêtre même un crime contre l'humanité. La disproportion est telle entre le nombre de morts et les destructions de part et d'autre que le stade de la réplique est largement dépassé, et que les agissements de l'armée israélienne à Gaza sont rentrés dans une logique d'extermination, sinon de la population, du moins de tous ses moyens d'existence physique et culturelle : on bombarde les hôpitaux comme les bibliothèques, les uns parce qu'ils soignent les gens, les autres parce qu'ils les instruisent. Un crime comme l'autre auraient été évités si on avait appliqué le droit international en Palestine, notamment les résolutions de l'ONU. Il est plus que jamais nécessaire de les mettre en pratique, dans des conditions rendues beaucoup plus difficiles par la progression des colonies (qui ont été conçues pour fragmenter ce qui reste du territoire palestinien et briser sa continuité territoriale) et l'arrivée au pouvoir en Israël d'un parti ouvertement messianique. Mais il n'y a pas d'autre voie vers la paix. Car la paix, ce n'est pas la supériorité militaire, pour écrasante qu'elle soit, comme l'ont montré les récents événements. La paix est la volonté de vivre ensemble, l'acceptation de l'autre, tel qu'il est et non tel que nous voudrions qu'il soit. Voici plus d'un siècle que les Palestiniens gênent, qu'on les déplace pour laisser la place à des colons, qu'on les tue quand ils osent protester. Il est grand temps qu'on les accepte pour ce qu'ils sont, des gens qui sont nés sur cette terre, qui ont subi de graves injustices et parfois bien pire, qui ont des droits à faire valoir et des réparations à demander, et qui connaissent très bien nos sociétés sans en avoir les avantages. Des partenaires pour la paix.

> Ivar Ekeland Président honoraire de l'Université Paris-Dauphine Président de l'AURDIP

AURDIP: https://aurdip.org

À New-York un mouvement de soutien aux droits des Palestiniens sans précédent

Après le choc du 7 octobre, la mort et la destruction causées par les bombardements incessants d'Israël sur Gaza, puis l'invasion, ont provoqué un mouvement sans précédent de soutien aux droits des Palestiniens dans les villes des États-Unis. Jusqu'ici, le mouvement de solidarité était marginal, incapable de rivaliser avec le soutien constant des deux principaux partis politiques aux gouvernements israéliens – même les plus extrêmes – et avec l'alignement des principaux médias sur le discours israélien, soutenu par le lobbying de la droite chrétienne et des organisations juives traditionnelles.

situation a radicalement changé. Début 2023, les sondages ont montré qu'une majorité de démocrates exprimait plus de sympathie pour les Palestiniens que pour les Israéliens. La brutalité de l'assaut du *Hamas* contre les civils a brièvement inversé les chiffres,



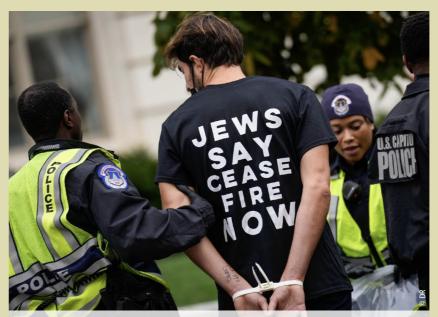
Manifestation devant la statue de la Liberté

mais un mois plus tard, la violence de la réponse israélienne a conduit une majorité substantielle des électeurs de moins de 35 ans à soutenir les Palestiniens.

Nulle part ailleurs ce mouvement n'a été plus impressionnant qu'à New York. Cette métropole de plus de 20 millions d'habitants abrite environ 2 millions de Juifs – la plus grande concentration en dehors d'Israël – ainsi qu'1,5 million de musulmans, dont une population importante de Palestiniens-Américains, et le plus large éventail d'organisations de gauche radicale du pays. L'élan dans la rue reste très favorable aux demandes d'un cessez-le-feu immédiat et de la libération des otages israéliens détenus par le *Hamas* en échange de prisonniers palestiniens. Même le *New York Times* a modéré son soutien historiquement indéfectible à Israël et a fait une place au point de vue palestinien, ce qui était impensable il y a peu.

Les marches de soutien aux Palestiniens de Gaza, pratiquement tous les jours à New York, s'inscrivent à bien des égards dans le prolongement du mouvement contre le racisme et les brutalités policières de 2020 en réponse au meurtre de George Floyd par la police. Les parallèles entre le racisme à l'égard des Afro-Américains et le régime d'apartheid israélien étaient alors une caractéristique habituelle des manifestations, où l'on voyait souvent des drapeaux palestiniens. Le Movement for Black Lives a appelé à un cessez-le-feu et à la «fin de l'occupation de la Palestine soutenue par les États-Unis »; les militants antiracistes ont pris une part active aux récentes manifestations propalestiniennes.

À mon sens, la nouveauté du mouvement est le rôle central des organisations juives pour la paix. Jewish Voice for Peace (JVP) et If Not Now (INN), parfois avec le groupe plus ancien Jews for Racial and Economic Justice (JFREJ), ont organisé certaines des actions les plus mémorables à New York et dans le pays. La plupart se sont conclues par des arrestations pour désobéissance civile non violente, une tactique que les militants français ont du mal à imaginer mais qui est ancrée dans l'histoire des mouvements de résistance américains, en particulier depuis le mouvement des droits civiques des années 1950



Arrestation d'un militant

et 1960. Le 27 octobre, des milliers de manifestants de JVP et INN, tous vêtus de T-shirts noirs, ont fermé la gare historique de *Grand Central* à New York, avec pour seul slogan « *Ceasefire Now!* ». Au moins 400 personnes ont été arrêtées et des images spectaculaires de l'action continuent de circuler, garantissant qu'elle restera comme un événement majeur de l'histoire de l'activisme pacifiste aux États-Unis. JVP et INN ont choisi d'autres lieux symboliques – le Capitole à Washington DC, la statue de la Liberté, Hollywood Boulevard à Los Angeles, et avec des groupes palestiniens et arabes le pont reliant San Francisco à Oakland – comme toile de fond pour des sit-in et des actions de désobéissance civile.

À *Grand Central* j'ai été stupéfié par l'ampleur de la participation. Le lendemain, dans le quartier de l'université de New York, j'ai été surpris par l'apparition d'un homme brandissant un immense drapeau palestinien au milieu d'Astor Place. Quelques minutes plus tard, plusieurs milliers de manifestants sont arrivés; ils avaient marché depuis le centre de Brooklyn, traversé le pont de Brooklyn, qu'ils avaient bloqué. Cette manifestation était organisée par le groupe palestinien *Within our Lifetime* (WOL) et comprenait une forte représentation musulmane; la manifestation s'est terminée à *Union Square* par un appel à la prière.

Au cours des six semaines qui ont suivi le 7 octobre, j'ai participé à plusieurs manifestations, dont une devant la bibliothèque centrale près de *Times Square* – la marche qui a suivi s'est arrêtée devant le *NY Times* pour protester contre la partialité de sa couverture de la guerre, et a été rejointe par plusieurs journalistes du Times; une marche des enfants pour le cessez-le-feu, à Brooklyn, qui a livré des jouets et un message de paix au domicile du sénateur Charles Schumer, chef de la majorité au Sénat; et un débrayage des professeurs sur mon campus de l'université de Columbia.

Columbia, qui garde le souvenir du regretté Edward Said, est depuis longtemps au cœur de la lutte pour la Palestine. Comme beaucoup d'autres universités, Columbia possède une section de *Students for Justice in Palestine* (SJP), qui y a organisé des actions en collaboration avec la section du JVP. Immédiatement après le 7 octobre, le SJP a fait l'objet d'une controverse, en grande partie à cause de son utilisation constante du slo-

gan « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». Alors que les militants affirment que ce slogan est un appel à l'égalité des droits et à la fin de l'apartheid israélien dans toute la Palestine historique, les principales organisations juives le considèrent comme une menace pour les étudiants juifs. Certaines de ces organisations ont loué des camions qui ont fait le tour de plusieurs universités dont Columbia, en projetant sur des écrans géants les noms et les photos des sympathisants du SJP. D'autres affirment que le titre VI de la loi sur les droits civiques de 1964 oblige les universités à prendre des mesures contre les étudiants qui promeuvent le slogan controversé. Plus important encore, certains donateurs dont les universités comme Columbia dépendent, ont menacé de suspendre leurs dons si elles ne sanctionnaient pas le SJP. En réponse à ces pressions, l'administration de Columbia et une poignée d'universités ont suspendu les sections locales du SJP et du JVP jusqu'à la fin du trimestre. Les réactions à la décision de Columbia ont été le débrayage des professeurs et une série de pétitions.

On peut ainsi espérer qu'un large secteur du public américain a enfin commencé à reconnaître la justice des demandes palestiniennes de liberté et d'autodétermination.

Michael Harris, professeur de mathématiques, Université Columbia, New-York

23>>> Pas en notre nom

Des Juifs du monde entier, y compris en Israël dénoncent les crimes de l'État sioniste et martèlent que « plus jamais ça » ne signifie « plus jamais ça » pour personne et qu'une vie vaut une vie. L'UJFP le répète inlassablement depuis des années.

C'est ce qu'ont scandé les manifestants juifs aussi bien aux USA qu'en France contre la guerre de Gaza. Marek Edelman, militant bundiste et commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie disait : « être juif, c'est être toujours au côté des opprimés ». Cela s'adresse à tout le monde.

Nous combattrons le sionisme jusqu'à ce qu'un nouveau régime, qui garantisse l'égalité des droits pour tous ses habitants, émerge dans cette région.

Coordination nationale de l'UJFP

Composé d'une quarantaine de député-es, le Groupe d'Etudes France-Palestine de l'Assemblée nationale (GEVI) est en sommeil depuis la démission de son ancien président (mai 2023). Une décision devrait être actée dans les prochains jours par le Bureau de l'AN pour la reprise des activités. Le GEVI devrait alors organiser à moyen terme un déplacement en Cisjordanie occupée.

Nous avons sollicité trois députées des groupes Parlementaires Ecologiste, La France Insoumise et Gauche Démocrate et Républicaine afin qu'elles puissent témoigner de leur engagement.



pacifiste et ngagée pour les respect des droits du peuple condition d'une

embre de la commission des Affaires étrangères, j'ai été nommée il y a un an pour mener une « mission pays » ayant pour objectif d'analyser la situation itique en Israël et en Palestine. J'ai profité de ce cadre pour mener un certain nombre d'auditions: représentants du Quai d'Orsay, membres d'ONG, réfugié.es, ... Je dois me rendre sur place afin de rédiger un rapport parlementaire. Cependant, cette mission doit être menée avec un membre du groupe Renaissance. Or, sous la pression extérieure, ce groupe a tout fait pour que la mission n'aboutisse pas.

Dans le courant de l'année, j'ai cosigné la proposition de résolution portée par Jean-Paul Lecog tendant à la condamnation de l'instauration d'un gime d'apartheid par l'État d'Is<u>r</u>aël,

et dans l'hémicycle, j'ai pris la parole pour expliquer le vote « POUR » du groupe LFI-NUPES.

Récemment, j'ai organisé un ciné-débat à l'Assemblée Nationale autou de « Yallah Gaza » de Roland Nurier. L'objectif était d'expliquer la situation de Gaza, d'humaniser ses habitants et de transmettre un message pacifiste. L'organisation de ce ciné-débat a été la cible d'un acharnement de la part de la droite, mais cela ne l'a pas empêché de rencontrer un franc succès.

Parallèlement, j'essaye d'apporter mon soutien aux défenseurs des droits humains et à leurs combats. J'ai ainsi apporté mon aide dans la tentative de sauver l'école Um Qussa et j'ai dénoncé dans un courrier commun avec onze autres députés les crimes commis à Jenine. Depuis le 7 octobre, je fais partie des voix qui appellent à un cessez-lefeu immédiat et permanent, et à la mise en place d'une réelle solution politique qui permette aux deux peuples de vivre enfin sereinement dans la même région

Ersilia Soudais



Palestine à l'état du

débat public sur le sujet. C'est un travail que je mène depuis que je suis élue, bien avant le 7 octobre.

Déjà en mai dernier, les échanges avaient été très malhonnêtes dans l'hémicycle autour de la proposition de résolution du député Jean-Paul Lecoq condamnant l'institutionnalisation du régime d'apartheid israélien. C'est dans ces moments-là que l'on comprend très bien à quel point le débat n'est pas juridique, mais politique. La qualification d'Israël comme un État d'apartheid et les violations des droits de l'Homme qui en découlent sont parfaitement documentées par nombre d'ONG et associations, et par l'ONU elle-même. En 2022, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté plus de résolutions contre Israël que contre toutes les autres nations réunies. Depuis 2018. Israël est un État qui se

définit comme exclusivement juif et dont la loi fondamentale affirme que « le développement des colonies juives relève des valeurs nationales ». On se demande ce qu'il faudrait de plus pour d'apartheid. Il y a une forme d'hypocrisie rassurante à penser que cette qualification n'existe que pour désigner le régime sud-africain de l'époque, quand bien même elle constitue un crime contre l'humanité très bien défini dans le droit international.

Depuis deux mois, toute mon attention se porte évidemment sur l'urgent, pour demander un cessez-lefeu comme je l'ai fait lors de la séance des questions au gouvernement du 17 octobre. Ce travail est indissociable de mon engagement de terrain et de participation aux manifestations en soutien au peuple palestinien. Le soutien grandissant de la société civile à la cause palestinienne doit nous permettre de préparer l'après à l'Assemblée, pour que des images aussi atroces que celles des bombardements à Gaza ne nous parviennent plus jamais.



Nous portons la voix de la paix, et nous savons que seule une solution politique, basée sur l'autodétermination du peuple palestinien, la justice et l'égalité des droits,

Ce combat, nous le menons au sein de l'assemblée avec mon groupe politique, composé de député.es communistes et de député.es de gauche issus des territoires d'outre-mer.

La lutte anticoloniale est ancrée dans nos valeurs et nos identités.

Depuis deux mois, nous poursuivons inlassablement ce combat face aux positions illisibles, voire scandaleuses, de notre pays. Face au « soutien inconditionnel » qui a donné blanc-seing à Israël pour commettre des massacres, nous avons dès le début exigé un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements, la fin du blocus inhumain qui étrangle la population de Gaza et plaidé pour une solution politique.

Ce combat, nous le menons dans un climat difficile. À chaque prise de position, c'est un torrent de boue, d'invectives et de violences qui s'abat sur nous. Les alliés fidèles de l'État colonial israélien, habitués des voyages avec le lobbyiste Elnet, tentent de couvrir les voix qui se font haut-parleurs des droits du peuple palestinien en France.

Cette violence ne date pas d'hier. Nous l'avons aussi affrontée il y a six mois, lorsque le 4 mai 2023, à l'initiative de mon collègue Jean-Paul Lecoq, notre groupe politique a présenté à l'Assemblée nationale une résolution pour la reconnaissance de l'institutionnalisation par Israël d'un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien, afin de la dénoncer.

Nous savons que notre engagement auprès du peuple palestinien nécessite de faire preuve de ténacité dans une période où les vents contraires soufflent violemment depuis plusieurs années. Cette ténacité prend racine dans la résilience des Palestiniens dans leur lutte inlassable pour s'ouvrir les portes de la liberté. Mais nous mènerons ce combat avec toute la société civile, confrontée aux mêmes enjeux, jusqu'à ce que le vent fasse flotter dignement le drapeau palestinien au milieu des autres drapeaux des États membres de l'ONU.

Elsa Faucillon

Congrès de l'AFPS



Nous avons tenu notre congrès dans un contexte très particulier, notre esprit était bien évidemment absorbé par le génocide en cours à Gaza, les raids dans les camps de réfugiés, les arrestations, la torture dans les prisons, les communautés bédouines vivant la terreur des colons et de l'armée... une situation rendant encore plus évidente la nécessité de notre engagement.

os invité·es palestinien·nes étaient là pour témoigner de la situation dramatique à laquelle la Palestine est confrontée nous mettant face à une responsabilité immense : continuer à éclairer sur la situation et ses causes, être au cœur d'un mouvement de solidarité pour que soit rendue justice au peuple palestinien, que l'égalité des droits devienne une réalité qui lui permette de mettre en œuvre son droit à l'autodétermination.

C'est donc dans ce contexte que la nouvelle équipe (conseil national, bureau national et nouvelle présidence) prend ses fonctions pour faire vivre à travers nos groupes locaux l'orientation que nous nous sommes donnée. Une orientation adoptée à la quasi-unanimité (2 voix contre, et 4 abstentions) à l'issue d'un congrès riche en débats respectueux.

L'approfondissement des débats, au fil des congrès, sur des points aussi importants que l'apartheid par exemple, nous a permis d'adopter à l'unanimité une résolution qui nous ancre dans le mouvement mondial visant à démanteler le régime d'apartheid israélien, un crime contre l'humanité. Ce mouvement est en construction aux côtés de la société civile palestinienne et nous y tiendrons toute notre place.

La campagne BDS est au centre de nos actions, nous savons qu'elle est à la fois une réponse aux violations du droit que représente la colonisation, l'occupation et l'apartheid israélien. C'est aussi un outil de mobilisation, « Boycott apartheid Israël » accompagnera nos campagnes et actions BDS.



Anne Tuillon, nouvelle présidente de l'AFPS

Nous sommes face à de nombreux défis : celui de la liberté d'expression n'est pas des moindres, mais aussi et prioritairement, celui du développement de l'AFPS, de son élargissement, de son rajeunissement.

À chaque attaque d'envergure d'Israël, nombreu·ses sont celles et ceux qui nous rejoignent, ils et elles sont celles et ceux qui feront vivre l'AFPS dans les années à venir, pensons à leur faire une place, à les accueillir, à nous enrichir de leurs expériences. D'autres rejoignent la cause palestinienne par le biais d'engagements comme ceux liés à l'environnement ou à l'égalité

des droits, la culture, l'engagement syndical. Autant d'expériences militantes, d'engagements qui enrichissent l'AFPS, nous ouvrent à d'autres et surtout font connaître la lutte du peuple palestinien pour son droit à l'autodétermination.

Yallah AFPS!

Anne Tuaillon

Nous saluons Anne Tuaillon, élue à la présidence de l'association par son 8e congrès. Pour la première fois en plus de 20 ans, une

femme est désignée pour diriger et incarner Nos président es passés et présente, encadrent nos invité es, Sami Huraini de Tuwani l'AFPS. C'est avec plaisir que le comité de rédaction lui souhaite force, persévérance et (Masafer Yatta) et Ersilia Soudais

Retour sur six années de présidence de l'AFPS

ar cette prise de parole, j'ai souhaité communiquer au congrès ce qui m'aura le plus marqué dans les six ans et demi de mes deux mandats en tant que président, et ce qui est pour moi le plus important dans notre fonctionnement, nos principes, nos combats, les valeurs que nous portons.

D'abord le fonctionnement collectif du **Bureau national**

Le Bureau national est à la fois un lieu de délibération – il v a toujours des décisions à prendre – et un lieu de production. Nous sommes des « faiseux » autant que des « diseux ». C'est un lieu de confiance forgée par le travail en commun

C'est un lieu de consensus au bon sens du terme : nous ne pensons pas tous la même chose, mais la discussion aboutit à une élaboration collective qui est bien meilleure que chacune des propositions individuelles. Parfois, il faut voter, mais c'est assez rare.

C'est cette méthode qui nous a permis de rester forts et cohérents face à l'épreuve, face à l'inattendu.

Parmi les épreuves que nous avons traversées, il y a eu bien sûr la crise du Covid. Du jour au lendemain, nous étions confinés, du jour au lendemain, nous avons dû inventer de nouveaux modes de fonctionnement, à tous les niveaux. Nous avons dû oser mettre en œuvre un truc bizarre qui s'appelait la visioconférence, c'était il y a moins de quatre ans, une éternité....

Un autre moment qui m'a marqué est la discussion que nous avons eue, quelques jours après l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Devions-nous, en tant qu'AFPS, la condamner? La discussion a été ouverte. Ce n'était pas l'opposition de points de vue arrêtés, mais une réflexion collective sur la meilleure position à prendre.

Beaucoup plus récemment, nous avons dû relever le défi du cataclysme du 7 octobre. Nous avons vécu quelques journées clés, entre le 7 octobre et le 11 octobre, date à laquelle nous avons publié un nouveau communiqué, et avons tenu le soir même un Conseil national exceptionnel.

Nos batailles, nos évolutions

La bataille pour la liberté d'expression a été, au cours de ces deux mandats, commencée par le colloque de février 2018. Elle a culminé par la résolution Maillard, pour laquelle notre action a changé les choses, en permettant l'exclusion des « exemples ». Quant à la bataille judiciaire, elle se déroule sur un temps très long et a été marquée par la victoire éclatante à la CEDH en

Nous avons mené un travail de progression collective sur la compréhension de la question palestinienne, commençant

par les campagnes 2017 et 2018 « justice pour la Palestine » pour aboutir sur la campagne apartheid. C'est une transformation en profondeur de notre pensée collective que nous avons menée ensemble.

L'Initiative citoyenne européenne nous a fait mesurer l'énorme défi que constitue une campagne visant un large public. Un défi dont nous avons tout juste pris la mesure....

Toutes nos batailles sur Gaza, depuis les marches du retour de 2018, l'agression violente de 2021, les 15 ans de blocus en 2022, nous laissent le goût amer que les avertissements que portaient ces campagnes n'ont pas été écoutés...

Nous avons su évoluer sans rien renier de nos principes : le respect du droit international, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, la recherche d'une paix fondée sur le droit et la justice.

Dès le début de ce mandat, nous avons mis une très grande priorité au renforcement du Collectif national, en respectant les contraintes et les logiques de nos grands partenaires, tout en restant attentifs aux partenaires plus petits, en recherchant les points communs et le consensus. Nous sommes reconnus comme la force centrale de ce Collectif national, cela nous oblige aussi à la plus grande attention.

... à l'épreuve du cataclysme du 7 octobre

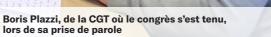
La séquence qui a commencé le 7 octobre et qui s'est poursuivie par la guerre d'anéantissement menée par Israël contre le peuple palestinien, est un cataclysme, une période de cauchemar qu'aucun d'entre nous n'aurait imaginée, un cauchemar d'abord pour nos amis palestiniens, bien sûr aussi pour les Israéliens, et pour nous aussi.

Nous avons pris en compte le caractère inacceptable des actions menées par les commandos palestiniens contre des civils, les actes de barbarie qui ont été commis : ce sont des crimes de guerre et nous les avons clairement dénoncés comme tels dans notre communiqué du 11 octobre. Mais nous avons refusé, comme d'ailleurs Amnesty et l'AFP, de désigner le Hamas comme une organisation terroriste, un terme qui n'a pas de définition légale et qui a servi à justifier l'abominable guerre menée par Israël contre le peuple palestinien.

J'ai personnellement hurlé de douleur devant la destruction systématique de la société palestinienne de Gaza : c'est à Gaza que j'ai construit mon engagement pour le peuple palestinien.

Il ne faut pas minimiser l'intensité des débats qui ont traversé toutes les organisations, et notamment nos partenaires : l'unité était à reconstruire. Nous avons lutté contre deux tentations : celle de céder à l'émotion ambiante et aux pressions sur la qualification du *Hamas*, ou au contraire celle de glorifier, sans recul, la renaissance d'une forme de résistance.







Nous avions deux atouts : avoir bien précisément élaboré nos positions en tant qu'AFPS, et avoir déjà reconstruit le cadre unitaire du Collectif national. Il était important aussi d'être dans un dialogue de qualité avec nos amis et partenaires palestiniens en France: nous devons les écouter, comprendre ce qui pour eux est essentiel, et eux-mêmes doivent accepter que la stratégie pour la solidarité avec la Palestine en France soit avant tout l'affaire des organisations françaises

Des points essentiels

Pour terminer, je vais insister sur ce qui me semble essentiel: Un vrai dialogue, respectueux de l'autre, au sein de l'AFPS et avec nos partenaires syndicaux, politiques et associatifs.

La vérité, la précision, dans nos positions comme dans notre expression.

La confiance en nous : nous sommes là pour marquer des points, pas pour nous plaindre.

Les valeurs fondamentales : le droit et la justice, mais audelà la fraternité humaine, l'intelligence contre la force brute.

Ce sont des valeurs que porte fondamentalement le peuple palestinien lui-même, un peuple qui a toujours été ouvert et accueillant aux autres... C'est aussi le sens de l'espoir que nous voulons faire renaître...

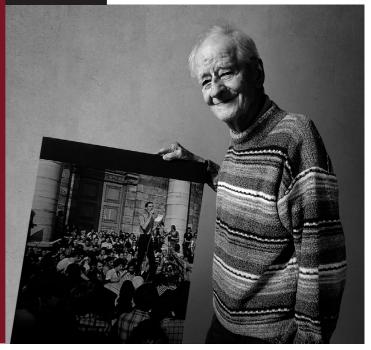
Bertrand Heilbronn

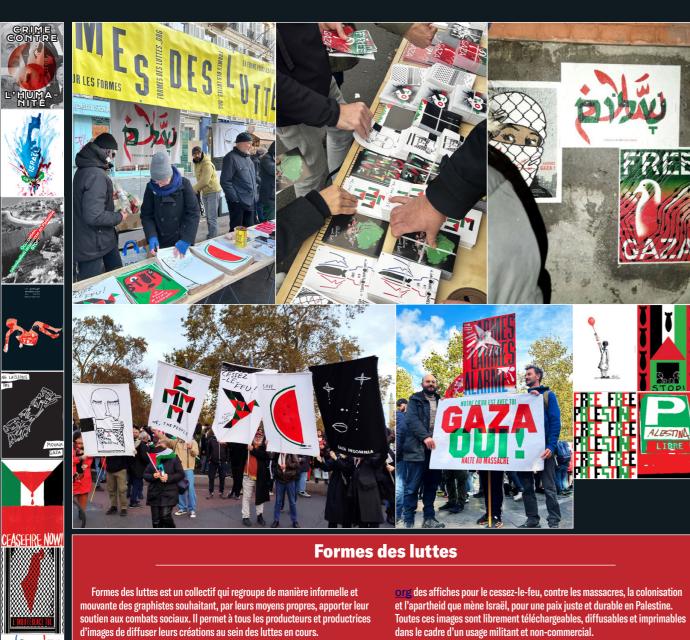
Charles Piaget nous a quitté·es

Charles était un grand militant ouvrier bisontin. Syndiqué à la CFTC, l a naturellement rejoint la CFDT dès sa création. Parallèlement à sa carrière d'ouvrier, il a gravi les échelons dans son syndicat, mais Il l'a toujours fait avec ses camarades, il a toujours défendu la force du collectif, sans jamais tomber dans le piège de la bureaucratie syndicale. C'est ainsi qu'il a été le principal animateur de la lutte des LIP (1973-1976) qui s'est développée avec cette ampleur grâce au travail quotidien de la section syndicale de la CFDT et ce, depuis des années. Charles et ses camarades ont su faire place aussi aux nonsyndiqués dont beaucoup se sont regroupés dans le comité d'action et c'est avec l'ensemble de ces forces, y compris la CGT, qu'a pu se développer une expérience remarquable de lutte autogérée. Mais il a toujours aussi été un militant internationaliste : au moment où la SFIO et le PCF votaient les pleins pouvoirs à Guy Mollet, il diffusait Témoignage Chrétien. Puis, dès sa création en 1960, il adhérait au PSU, soutenait la lutte du peuple vietnamien et du peuple palestinier Quelques jours avant sa mort (le 4 novembre), alors qu'il était déjà très faible, il s'enquérait de la situation à Gaza et a même demandé qu'une boîte pour des dons soit installée à l'entrée de la salle où se tiendrait sa cérémonie d'hommage, dons pour la principale association bisontine de soutien au peuple palestinien : Palestine Amitié

Jacques Fontaine

HOMMAGE





Né d'un premier appel lors de la mobilisation sur les retraites fin 2019. le ollectif a depuis accompagné l'actualité sociale à plusieurs reprises et sur différentes thématiques : hôpital, précarités, migrations, etc. Depuis quatre ans, huit appels ont été lancés, près de 700 images de plus de 300 graphistes ont été recueillies, plus de 500 000 autocollants diffusés.

Désormais, c'est en soutien à Gaza et aux Palestinien·nes que des dizaines de graphistes, de France et d'ailleurs, se mobilisent à travers Formes des luttes. Pour contribuer à sensibiliser, alerter, informer sur le drame en cours, afin d'y mettre un terme au plus vite et de résoudre les causes profondes d'une ntolérable, le collectif accueille sur son site fo

org des affiches pour le cessez-le-feu, contre les massacres, la colonisation

90 images ont été mises en ligne à l'heure actuelle, de plus de 50 graphistes, essentiellement de France, mais aussi du Liban, de Grande-Bretagne, des États-Unis, de Turquie, etc. 28 d'entre elles ont été tirées en autocollants, pour une diffusion totale de près de 70 000 exemplaires. Certaines affiches ont été peintes sur tissus pour être portées dans les manifestations. Des collages d'affiches ont eu lieu à Lille, Villetaneuse ou Grenoble, et les autocollants disséminés par milliers se retrouvent collés dans les rues de Paris et d'ailleurs, sur les murs et le mobilier urbain, interpellant les passants et rendant partout visible l'élan de solidarité avec le peuple palestinien.

Sébastien Marchal

STOP

















« Antisionisme, une histoire juive » (1)

Juillet 2017, face à un Benyamin Netanyahou ravi, Emmanuel Macron se fait relais de propagande et déclare : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ».

Michèle Sibony et Sonia Fayman prouvent l'ineptie de cette affirmation en publiant une anthologie de textes antisionistes juifs Même si d'authentiques racistes se cachent parfois derrière la critique d'Israël, l'amalgame antisionisme/antisémitisme est avant tout un produit de propagande. Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman analysent comment cette propagande a supplanté l'antisionisme juif. Elles

vec Antisionisme, une histoire juive Béatrice Orès,

ture, voire un danger, pour la culture juive. L'ouvrage propose une lecture commentée de textes écrits entre 1885 et 2020. Ils déconstruisent, d'un point de vue juif et souvent avant l'heure! – les cinq thèmes récurrents des défenseurs d'Israël : le sionisme comme seule voix juive, son caractère ethno-national, Israël comme garant de la sécurité des juifs, la

montrent également en quoi le racialisme sioniste est une rup-

On est surpris par la richesse et la diversité de ces prises de position. Et on se réjouit de cette publication en langue française qui passionnera tous ceux qui ne supportent pas la falsification de l'histoire et la chasse aux sorcières.

négation du colonialisme, et la nécessaire pureté raciale d'Israël.

Trois questions à Sonia Fayman, co-auteure

Comment expliquer qu'alors que l'antisionisme juif était particulièrement puissant, il semble maintenant oublié?

S. F.: Le génocide nazi est passé par là. Le « plus jamais ça » a été emblématiquement collé aux juifs rescapés par les représentants sionistes. Les juifs et les autres ont été assignés à reconnaître Israël comme le centre de la vie iuive, comme le iudaïsme lui-même, Cela s'est particulièrement manifesté en France qui avait accueilli une forte immigration juive d'Europe centrale et orientale et qui avait vu sa population juive, française comme étrangère, décimée par la vague nazie-vichyste. Le nouvel État israélien a été présenté comme planche de salut, d'autant que les États occidentaux rechignaient à accueillir les « personnes déplacées » et qu'Israël donnait toutes facilités aux juifs d'où qu'ils viennent. L'antisionisme juif n'a pas disparu mais des évolutions se sont faites, certains se rangeant aux côtés d'Israël au moment de la création de l'État. À mesure que l'État israélien s'est révélé pour ce qu'il est,

l'antisionisme juif s'est exprimé de nouveau.

Comment comprendre que le sionisme, cette profonde rupture dans la culture juive, puisse se présenter comme un aboutissement naturel?

S. F.: Les promoteurs du sionisme ont dû vaincre les réticences de différentes catégories de la population juive : religieux, bourgeois assimilés, militants internationalistes qui, pour des raisons spécifiques, refusaient l'idée d'une nation juive en Palestine. Ils l'ont emporté avec le soutien actif des puissances impérialistes qui ont poussé à l'implantation en Palestine pour se débarrasser de leurs juifs et pour assurer une présence de la « civilisation occidentale » dans une terre considérée par ces pays colonisateurs, comme barbare. Dire que c'est un aboutissement est peut-être exagéré. J'y vois plutôt une stratégie coloniale vantant son projet aux masses populaires juives opprimées; pour certains, cela faisait écho au mythe de la terre immémoriale; pour d'autres, désireux de se détacher du carcan traditionaliste et séduits par la perspective de la création d'un Juif nouveau, l'appel a pu être attractif. Mais plus attractifs encore étaient les pays d'Europe de l'Ouest et les États-Unis pour les juifs cherchant à fuir l'oppression.

Le livre fait plusieurs fois référence aux alliances entre sionistes et antisémites. Quel est votre commentaire?

S. F.: Il y a d'abord une alliance objective dans le projet de faire sortir les juifs des pays où ils étaient opprimés par des politiques antisé-

mites, en reprenant le mantra selon lequel les juifs sont nécessairement différents et qu'ils ne peuvent se fondre dans la population des pays où ils vivent. Les fondateurs du sionisme Herzl et Nordau véhiculaient ces représentations et avaient un grand mépris pour les masses juives. Ils ont soigneusement mis en œuvre une rupture avec l'héritage juif et ses cultures, s'alignant ainsi sur les représentations racistes européennes du Juif immuable. De plus, le sionisme ne s'est pas préoccupé de lutter contre l'antisémitisme dans le monde mais seulement de prendre pied en Palestine en organisant l'immigration. Enfin, la politique raciste de l'État d'Israël, soutenue par les puissants chrétiens sionistes, fait écho aux alliances des débuts du sionisme avec des antisémites et rapproche ses dirigeants de chefs d'État antisémites notoires



(1) Antisionisme, une histoire juive. Textes choisis par Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman. Paris, Syllepse; octobre 2023



Gestion des retours : Association France Palestine Solidarité 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

CAEN CTC



Le poète palestinien Refaat Alareer a été tué lors d'un bombardement sur la ville de Gaza, dans la nuit du 7 au 8 décembre, ainsi que sa sœur, son frère et quatre de ses enfants.

Spécialiste de Shakespeare, il enseignait la littérature anglaise à l'Université islamique de Gaza. C'était l'un des fondateurs de We Are Not Numbers, mettant en relation de jeunes écrivains de Gaza avec des écrivains anglophones reconnus du monde entier.

Le 1^{er} novembre, il écrivait son dernier poème *If I must die* :

Si je dois mourir,
tu dois vivre
pour raconter mon histoire
pour vendre mes affaires
pour acheter un bout de tissu
et quelques bouts de ficelle,
(fais en sorte qu'il soit blanc avec une longue traîne)
pour qu'un enfant, quelque part à Gaza
en regardant droit vers le ciel
alors qu'il attend son papa emporté dans une explosion –

sans faire ses adieux à personne
ni à sa chair
ni à lui-même –
voit le cerf-volant, mon cerf-volant, celui que tu auras fait,
prendre son envol
et qu'il pense alors qu'un ange est là
venu ramener l'espoir
Si je dois mourir
que cela ramène l'espoir
et que cela devienne une légende.

Trimestriel édité par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Directrice de publication :

Anne Tuaillon

Comité de rédaction : Anne-Catherine Charrier, Bernard Devin, Jacques Fontaine, Jacques Fröchen, Françoise Leblon, Jean-Marc Lévy, Emmanuelle Morau, Mireille Sève

Présidente de l'AFPS :

Anne Tuail<u>lon</u>

Maquette et mise en page : Jean-Marc Lévy

CPPAP: N° 0923 G 83106 **Imprimerie:** Printcorp - Saint-Brieuc 6 boulevard Clemenceau - CS 10006 22099 Saint-Brieuc cedex 09



redaction-palsol@france-palestine.org www.france-palestine.org

Association France Palestine Solidarité

21 ter. rue Voltaire

75011 Paris (M° Rue des Boulets)

Tél. : 01 43 72 15 79 Fax : 09 56 03 15 79

CCP: La Source 34 521 83 N

Trimestriel indiquant la position de l'AFPS sur la question palestinienne et apportant des analyses, des interviews, des informations sur la vie de l'association, les activités de ses groupes locaux et celles de ses partenaires du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Quatre numéros par an.

Abonnement:

7 € pour les adhérents à l'AFPS 12 € pour les non adhérents

Abonnez-vous!